

HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

**Réunion sous la présidence de Tebboune**

P. 24

LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

**Le président Tebboune met en place une cellule d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques**

P. 24

ANP

**Chanegriha en visite à l'École Supérieure de Guerre à Tamentfoust**

P. 24

DIALOGUE POLITIQUE ET REVISION CONSTITUTIONNELLE

## «Les portes de la Présidence de la République ouvertes pour un dialogue "sérieux et responsable"»

Le ministre Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la Présidence de la République, M. Mohand Oussaïd Belaïd, a affirmé, mardi à Alger, que les portes de la Présidence de la République étaient "ouvertes" à tous ceux qui souhaitent un dialogue "sérieux et responsable", moyen le plus efficace pour le règlement de tous les problèmes. S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Belaïd a assuré que les "portes de la Présidence de la République sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent un dialogue sérieux et responsable", rappelant que c'est là une démarche "clairement prônée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dès son premier discours appelant à tourner la page des discordes et de la division".

P. 3

APS



MINISTÈRE DU TRAVAIL

**« Pas de "correspondance officielle" concernant "le non prélèvement" d'une partie des salaire des travailleurs du secteur économique »**

P. 4

FINANCES

**Banque d'Algérie : "le déficit de la balance des paiements de l'Algérie en baisse de 57% au 1<sup>er</sup> trimestre"**

P. 6

SANTÉ

**ENVIE DE BÉBÉ  
6 choses à savoir avant de tomber enceinte**

P.p 12-13

FOOTBALL

REPRISE DES COMPÉTITIONS  
**Les mesures envisagées pour la reprise sont en voie de finalisation**

P. 21



CINÉMA - FESTIVAL

**Le film "Abou Leila" au Festival libanais "Maskoon"**

P. 16

VERSEMENT DES PENSIONS DE RETRAITE

**Le ministère examine un nouveau modèle pour faciliter le versement**

P. 2

## VERSEMENT DES PENSIONS DE RETRAITE

### Le ministère examine un nouveau modèle pour faciliter le versement



Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumezar, a présidé, mardi à Alger, une réunion de consultation avec des représentants des secteurs de la Poste, du Travail et de la sécurité sociale en vue de l'examen d'un nouveau modèle durable à même de faciliter l'opération de versement des pensions de retraite et d'éviter la surcharge au sein des bureaux de postes.

En dépit du large réseau des bureaux de poste dont le nombre s'élève à plus de 4.000 bureaux, ces derniers enregistrent de manière périodique "une affluence record du 20 au 22 et du 24 au 26 de chaque mois coïncidant avec les dates de versement des pensions de retraites pour le compte des 3 millions de retraités, clients d'Algérie Poste", indique un communiqué du ministère de la Poste.

"Malgré la conjugaison des efforts des deux secteurs pour le retrait de ces pensions et les facilitations entrées en vigueur au profit de cette catégories de citoyens, la dernière période marquée par la propagation de la pandémie du covid-19 a prouvé l'inefficacité de ces mesures, jugées limitées et conjoncturelles, notamment à travers la grande affluence des retraités enregistrés au niveau des bureaux de poste exposant ainsi leur vie au risque de contagion à ce virus étant la catégorie la plus vulnérable", a précisé le communiqué.

Le ministre a plaidé, dans ce sens, pour "l'examen de solutions proposées à cette problématique de manière radicale et durable", appelant toutes les parties concernées à "l'impératif de dégager une feuille de route commune dans les plus brefs délais à même d'atténuer définitivement la pression sur les bureaux de poste durant ces rendez-vous et d'améliorer les conditions de retrait des pensions au profit des retraités", conclut la source.

## MOUDJAHIDINE/DÉCÈS

### Le moudjahid Mohamed Lalimi n'est plus

Le moudjahid Mohamed Lalimi est décédé à l'âge de 80 ans, a-t-on appris mardi auprès du ministère des Moudjahidine.

Né le 19 juin 1940 à Sidi Bel Abbès, le défunt a grandi dans une famille aisée et conservatrice.

Il a entamé son parcours militant à un jeune âge, étant convaincu que la lutte armée était l'unique option pour arracher l'indépendance du pays.

Il a rejoint les rangs de la guerre de libération nationale en tant que membre de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) à la wilaya V historique et Fidaï dans la région de Tlemcen, où il a mené plusieurs opérations, en raison desquelles la police française avait lancé des recherches à son encontre.

Après avoir été arrêté et passé trois ans dans les geôles françaises (de juin 1959 à mai 1962), il est libéré deux mois après la proclamation du cessez le feu.

Après l'indépendance, le défunt a poursuivi son parcours en contribuant à l'étape de reconstruction, d'éducation et de formations de cadres algériens et en occupant plusieurs postes dans le corps de la Police, notamment adjoint du chef de sûreté de la wilaya de Tlemcen, chef de sûreté de la wilaya de Tيارت, directeur de l'école de police puis chef de sûreté de la wilaya de Tamansasset avant d'être mis à la retraite.

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a adressé ses sincères condoléances à la famille du défunt, priant Dieu, Tout-Puissant, de l'accueillir en son Vaste Paradis".

## AGRICULTURE

### Réunion conjointe pour évaluer le potentiel d'investissement dans le Sud

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari a présidé, lundi à Alger, une réunion conjointe consacrée à l'examen des voies et moyens d'évaluation des capacités naturelles et agricoles disponibles pour l'investissement dans les régions du Sud, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette réunion, à laquelle ont participé des représentants des ministères de la Défense nationale, de l'Énergie, des Ressources en eau et de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), et du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER) ainsi que des cadres du secteur, des experts et des spécialistes, il a été décidé de créer un groupe de travail interministériel chargé d'étudier et



d'identifier les ressources naturelles des terres et des eaux ainsi que les ressources énergétiques disponibles pour l'exploitation et l'investissement dans le Sud.

A cette occasion, M. Omari a indiqué que

l'Algérie regorgeait de capacités importantes dans le Sud, dont la valorisation permettra d'augmenter les capacités de production de l'agriculture industrielle stratiégique et de créer les postes d'emploi et la richesse.

Le ministre a en outre relevé la nécessité de renforcer la coordination et la concertation entre les secteurs concernés afin de concrétiser cet objectif auquel les pouvoirs publics attachent une grande importance.

## ACCIDENT DE LA ROUTE

### 27 personnes décédées et 1.205 autres blessées en une semaine (Protection civile)



Vingt-sept (27) personnes ont trouvé la mort et 1.205 autres ont été blessées dans 1.024 accidents de la route survenus durant la période du 31 mai au 6 juin, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Biskra avec 05 personnes décédées et 25 autres blessées suite à 25 accidents de la route, précise la même source.

Concernant les secours à personnes, 14.095 interventions ont été effectuées, permettant la prise en charge de 14.012 blessés et malades, traités par les secours médicalisés de la Protection civile sur les lieux d'accidents et évacués vers les structures sanitaires.

En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 2.476 interventions pour l'extinction de 1.992 incendies urbains, industriels et autres, note le communiqué, relevant que 5.278 interventions ont été effectuées durant la même période pour l'exécution de 4.748 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

Par ailleurs, et dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 936 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas, rappelant les citoyens au respect de confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Ces unités ont effectué 1.021 opérations de désinfections générales à travers 48 wilayas, touchant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

La DGPC a mobilisé pour les deux opérations 4.915 agents de la Protection civile, tous grades confondus et 662 ambulances et 674 engins d'incendies.

## CYBERCRIMINALITÉ À EL TARF

### Arrestation de 2 faux passeurs de candidats à l'émigration clandestine



Les services de la Sûreté de daïra d'El Kala (wilaya d'El Tarf) ont mis fin aux agissements de deux faux passeurs de candidats à l'émigration clandestine proposant leurs services via des réseaux sociaux, a-t-on appris mardi du chargé de la communication à la Sûreté de wilaya.

Exploitant une information faisant état de planification de traversées clandestines proposées par deux prétendus passeurs par le biais de leurs comptes Facebook, les services compétents ont ouvert une enquête qui a permis d'identifier les présumés coupables, a indiqué le commissaire principal Mohamed Karim Labidi, détaillant que les enquêteurs ont d'abord établi un contact avec ces supposés passeurs en usant du même outil de communication utilisant par ces faux passeurs pour convaincre les utilisateurs que les traversées qu'ils organisent sont sécurisées.

Le responsable a ajouté que les deux mis en cause ont été arrêtés en possession des portables mobiles exploités pour attirer leurs victimes, relevant que ces deux individus sont âgés d'une trentaine d'années et originaires de la daïra côtière d'El Kala.

Les deux faux passeurs ont été présentés devant le procureur instructeur près le tribunal de la commune suscitée, qui les a déferés devant le magistrat instructeur, a-t-on signalé de même source. Poursuivis pour planification de fausses traversées clandestines et d'escroquerie, les deux individus ont été condamnés à cinq ans de prison ferme chacun, lors de leur comparution immédiate, a-t-on poursuivi de même source.

PORTE-PAROLE OFFICIEL DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

## « Les portes de la Présidence de la République ouvertes pour un dialogue "sérieux et responsable" »

Le ministre Conseiller à la communication, Porte-parole officiel de la Présidence de la République, M. Mohand Oussaïd Belaïd, a affirmé, mardi à Alger, que les portes de la Présidence de la République étaient "ouvertes" à tous ceux qui souhaitent un dialogue "sérieux et responsable", moyen le plus efficace pour le règlement de tous les problèmes.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Belaïd a assuré que les "portes de la Présidence de la République sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent un dialogue sérieux et responsable", rappelant que c'est là une démarche "clairement prônée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dès son premier discours appelant à tourner la page des discordes et de la division".

"Nous sommes tous, où que nous soyons et quelles que soient nos obédiences culturelles et politiques, tenus et nous n'avons d'autre choix que de mettre la main dans la main et d'unir nos forces pour réaliser le rêve de nos prédécesseurs, de notre jeunesse et des futures générations de l'Algérie à l'édification d'une nouvelle République", avait déclaré le président de la République, a ajouté M. Belaïd. Il a précisé, dans ce sens, que l'appel au dialogue "tient toujours car seul le dialogue responsable, sincère et motivé uniquement par l'intérêt national est le moyen le plus efficace pour le règlement de tous les problèmes, aussi complexes soient-ils".

Par ailleurs, le Porte-parole officiel de la Présidence de la République a fait état d'une possible prorogation, pour une durée raisonnable, de la campagne de débat et d'explication autour de l'avant-projet de révision constitutionnelle afin que la Constitution escomptée soit le fruit d'un consensus national le plus large possible. Il a estimé, à ce propos, que le débat autour de cette mouture, en dépit des mesures de prévention de la Covid-19 limitant la liberté de circulation et de réunion, "confirme le besoin impérieux du pays à une Constitution consensuelle qui jette les fondements d'une nouvelle ère "trans-mandats présidentiels" et "non une Constitution sur mesure pour des personnes ou des partis".

Soulignant que cet objectif requiert d'élargir la base du débat à toutes les franges de la société, il a précisé qu'il s'agit là d'une réponse à la demande de plusieurs partis politiques, associations civiles et personnalités nationales.

Après avoir affirmé que toutes les propositions étaient "les bienvenues", M. Belaïd a indiqué que le Président de la République "est le garant de leur prise en considération par la Commission en charge de recueillir les propositions sur la révision de la Constitution dans le cadre de la consolidation des dénominateurs communs unissant la nation en toutes circonstances, et que le dernier mot revient au peuple".

Revenant sur des aspects de la religion soulevés lors de certains débats et sur des plateaux de télévision concernant la mouture de la Constitution, le Porte-parole officiel de la Présidence de la République a estimé que



"c'est là, une provocation flagrante" pour les sentiments des citoyennes et citoyens.

"Le peuple algérien est un peuple musulman depuis la nuit des temps et il le restera", a soutenu M. Belaïd, pour qui "l'objectif de ces porte-voix de la discordie et de la fitna est de détourner l'attention de l'édification d'une démocratie réelle, mais c'est des manœuvres vaines", a-t-il assuré.

### Le Président de la République n'a aucune intention de créer un parti ou un mouvement politique

S'agissant des informations relayées sur la création de nouveaux partis politiques adoptant le programme électoral du président de la République, M. Belaïd a répondu que le Président Tebboune "a déjà affirmé qu'il ne compte aucunement créer un parti ou un mouvement politique, aussi bien lors de sa campagne électorale que lors de la conférence de presse tenue au lendemain de la proclamation des résultats de la Présidentielle" du 12 décembre 2019.

"Cette décision est toujours de rigueur, autrement dit tout ce qui est relayé à ce propos est dénué de tout fondement. Il s'agit de pratiques révolues et les parties qui les colportent doivent cesser d'imputer à l'institution de la Présidence de la République des intentions malveillantes", a averti M. Belaïd.

Affirmant, dans ce sens, que la confiance perdue du citoyen en les institutions de l'Etat, à cause des fausses promesses du passé, ne se rétablit que par le travail de terrain, car le citoyen veut du palpable, il a ajouté que l'Etat a fait le choix d'un discours concret à l'adresse de ses citoyens. Plusieurs mesures concrètes ont été réalisées ces cinq derniers mois, a-t-il souligné. A une question sur la teneur du communiqué de Soufiane Djilali (président du parti Jil Jadid) concernant sa demande de libération de certains détenus, le Porte-parole officiel de la Présidence de la République a

confirmé la véracité de cette information, soulignant que c'était là "le fruit du dialogue" et que le président de la République avait "promis d'étudier cette demande".

Sur un autre registre, M. Belaïd a indiqué que l'intérêt dont fait l'objet la Mémoire nationale n'était pas nouveau et qu'il n'était aucunement motivé par une quelconque considération conjoncturelle. C'est un devoir national qui ne saurait faire l'objet de marchandage, a-t-il assuré. A une question sur la teneur de la communication téléphonique entre la Président Tebboune et son homologue français, à la demande de ce dernier, le Porte-parole officiel de la Présidence de la République amis en avant "le respect et la considération que voue le président de la République au président Emmanuel Macron, qui a de bonnes intentions dans ses rapports à l'Algérie".

Déplorant, cependant, l'existence en France de lobbies d'intérêts et de lobbies d'idéologies qui portent une rançon culturelle vis-à-vis de l'Algérie", il a expliqué que ces derniers "n'avaient toujours pas digéré l'indépendance de l'Algérie et à chaque fois qu'un pas dans l'amélioration des relations bilatérales se profilait à l'horizon, c'est le branle-bas de combat pour mettre en échec toute démarche constructive entre les deux pays".

Estimant que ces lobbies "sont plus préjudiciables à l'intérêt de la France qu'à celui de l'Algérie", M. Belaïd a affirmé que "l'Algérie saura toujours leur faire face et aucune de leurs visées ne saurait se réaliser dans notre pays".

"Les relations entre les présidents des deux pays sont bonnes et seront mises à profit pour donner un nouvel élan aux relations bilatérales", a soutenu le Porte-parole officiel de la Présidence de la République. Concernant le départ du consul du Maroc à Oran, M. Belaïd a précisé que ce dernier "avait effectivement quitté le territoire national à la demande de l'Algérie étant donné qu'il avait dé-

passé toutes les limites de la convenance", ajoutant que "l'attitude du Consul marocain n'était pas étonnante car c'est un officier des renseignements marocains".

"Nous faisons en sorte d'élever le niveau pour préserver les relations entre les deux peuples frères, algérien et marocain", a-t-il souligné. En réponse à une question sur la neutralisation du terroriste Abdelmalek Droukdel, chef de l'organisation dite AQMI (Al Qaida au Maghreb islamique), le Porte-parole officiel de la Présidence de la République a réitéré que l'Algérie "considère toujours que le terrorisme ne la concerne pas elle seule, et que de par son caractère transfrontalier, sa lutte relève d'une responsabilité internationale".

Concernant la dernière initiative lancée par l'Egypte pour un cessez-le-feu en Libye, le Porte-parole de la Présidence de la République a réaffirmé que l'Algérie "accueille favorablement toute initiative, quelle qu'en soit l'origine, visant à mettre un terme à l'effusion du sang des frères libyens", faisant état de coordination et de concertation "quasi quotidienne" entre le chef de la diplomatie algérienne et ses homologues de la région au sujet des développements du dossier libyen. "Nous nous tenons à équidistance de toutes les parties, car nous souhaitons un rôle de médiateur pour réunir les protagonistes sans parti pris pour l'un ou l'autre, et sans attentes quelconques du développement de la situation militaire sur le terrain", a-t-il tenu à rappeler à ce propos. Et d'ajouter que : "l'Algérie suit de près tous les développements en Libye, comme l'a souligné, à maintes fois, le président Tebboune à la presse nationale et internationale. L'Algérie œuvre inlassablement à permettre au peuple libyen frère d'en finir avec cette crise, dans laquelle se sont immiscées des forces étrangères mues uniquement par des intérêts propres dans la région", avait affirmé le président de la République soulignant que "ce

qui prime pour l'Algérie, c'est uniquement l'intérêt du peuple libyen et rien d'autre".

### Le déconfinement, une décision scientifique relevant des spécialistes

Répondant à une question sur la date de la levée du confinement sanitaire, M. Belaïd a expliqué qu'il s'agit là d'une décision scientifique relevant de médecins spécialistes, affirmant, dans ce cadre, que l'Etat a veillé dès le début à "ne pas s'aventurer avec la vie des citoyens". Une politique qui n'empêche pas, a-t-il ajouté, de rechercher dans le même temps des compromis entre la relance de la vie économique et la lutte contre la pandémie. Par ailleurs, il a fait savoir que la valeur des dons numéraires versés dans les comptes dédiés à la lutte contre la Covid-19 ont atteint, jusqu'à hier lundi, 3,86 mds DA, plus d'un (01) million d'Euros et près d'un (01) million de dollars, et 7700 livres sterling. Et de souligner que "pour éviter les mésinterprétations et dans le souci d'agir dans la transparence, une commission présidée par le Premier ministre et constituée de membres représentant la société civile et la CRA sera chargée de l'élaboration d'une étude visant à arrêter les critères de distribution de ces dons aux citoyens touchés par cette pandémie". La prime de solidarité s'élevant à 10.000 Da avait été distribuée en intégralité à ses ayants-droits au nombre de 322.000 familles, a-t-il ajouté, faisant état d'"instructions données aux walis pour reconduire cette prime en deuxième phase durant le mois de juin et avant le début semaine prochaine. Dans le même cadre, il a indiqué que l'Algérie avait rapatrié entre 12.000 et 13.000 ressortissants algériens bloqués à l'étranger depuis la fermeture de l'espace aérien à cause de la pandémie de la Covid-19, précisant que l'opération de rapatriement se poursuit et que deux (2) vols étaient prévus ce week-end pour ramener les Algériens bloqués en Turquie. M. Belaïd a fait savoir également que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait dépêché "il y a quelques heures" une importante délégation ministérielle à Nouakchott (Mauritanie) pour échanger les informations entre les deux pays en matière de lutte contre la Covid-19, assurant que cette visite traduit l'intérêt particulier accordé par les Présidents des deux pays à entretenir le contact au mieux des intérêts des peuples de la région. Par ailleurs, le Porte-parole officiel de la Présidence de la République a affirmé que le dossier des zones d'ombre était l'objet d'un suivi quotidien sur le terrain au plus haut niveau de l'Etat et que le devenir des responsables locaux était lié à celui de ces régions qui "sont l'une des priorités du Président de la République.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## « Pas de "correspondance officielle" concernant "le non prélèvement" d'une partie des salaires des travailleurs du secteur économique »

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a réfuté, mardi, "l'existence d'une correspondance officielle concernant le non prélèvement d'une partie des salaires des fonctionnaires du secteur économique et l'obligation de percevoir leurs salaires sans ponctions durant la période de congé exceptionnel".

Le ministère a réfuté, dans un communiqué, "l'existence d'une correspondance officielle par l'Inspection générale du Travail concernant le non prélèvement d'une partie des salaires des fonctionnaires du secteur économique et l'obligation de percevoir leur catégories sans ponctions durant la période de leur congé exceptionnel approuvée par le décret exécutif n° 20-70 fixant des mesures complémentaires de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (COVID-19)".

"La correspondance relayée sur les réseaux sociaux et certains journaux



nationaux concerne une réponse de la section de l'Inspection du Travail de la wilaya d'Adrar, à une question posée par la section syndicale d'une société privée. Elle contient des explications concernant les mesures prises au niveau de cette société conformément à la convention collective entre les partenaires sociaux", précise le ministère. Précisant que toutes les questions relatives aux salaires, aux augmentations et aux ponctions dans le secteur économique faisaient l'objet de "négociations et de consultations avec le partenaire social", le ministère du Travail a souligné

que "les services de l'Inspection du Travail sont mis à la disposition des fonctionnaires à même des accompagner et de répondre à toutes leurs préoccupations concernant le monde du travail". Dans ce contexte, le ministère a réitéré son appel à l'ensemble des médias nationaux quant à l'impératif de s'assurer de la véracité des informations relatives au secteur auprès de leurs sources officielles et d'éviter de les recueillir auprès de sources non fiables, douteuses ou non officielles, pour ne pas induire l'opinion publique en erreur".

## AGRICULTURE

## Réunion de travail entre M. Omari et les représentants des associations d'éleveurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari a tenu, mardi à Alger, une réunion de travail avec les représentants des associations professionnelles d'élevage de bétail portant sur l'examen de plusieurs importantes questions relatives à cette filière, et ce après la réouverture des marchés de bétail et en préparation à l'Aïd.

El Adha, a indiqué un communiqué du ministère. Ont pris part à cette réunion des membres de la Fédération nationale des éleveurs et de l'Association nationale des éleveurs, des membres du Conseil interprofessionnel de la filière viandes rouges (CNIFVR), ainsi qu'un représentant de l'Organisation nationale de protection du consommateur (APOCE), en sus des cadres du secteur, a précisé le communiqué.

La réunion a donné lieu à l'examen des mesures préventives devant être observées au niveau des marchés de bétail. A cet effet, le ministre a instruit les représentants du secteur, en particulier les Directions des services agricoles de wilayas et les services vétérinaires, de veiller à la mise en œuvre des mesures prises par les pouvoirs publics pour éviter la propagation de la pandémie de Coronavirus. Le ministre a également appelé à impliquer les représentants des professionnels dans les opérations de sensibilisation et de contrôle continu afin de garantir le respect des mesures préventives par les éleveurs et les citoyens au niveau des marchés et des points de vente des moutons de l'Aïd à travers le territoire national.

En ce qui concerne l'Aïd El Adha, les participants à la réunion ont abordé la situation du cheptel national, tant en termes de production que de suivi vétérinaire.

A ce propos, le ministre a donné des instructions pour la mise en place des patrouilles mobiles, composées de vétérinaires et de techniciens, afin d'effectuer des visites sur terrain au niveau des marchés pour assurer une couverture vétérinaire et répondre aux besoins des éleveurs et aux demandes des citoyens.

## TRANSPORTS

## Près de 150 millions de DA de pertes subies par l'ETVC durant le confinement (Pdg)

Les pertes financières subies par l'Entreprise de transport de voyageurs-Centre (ETVC) s'élèvent à près de 150 millions de DA, en raison de l'arrêt de son activité durant le confinement sanitaire décidé par les autorités publiques dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19, a annoncé, mardi, le Président directeur général (P-dg) de l'Entreprise, Abderzek Guilane.

Invité d'une émission de la Radio nationale, M. Guilane a déclaré qu'"à l'instar des autres entreprises de transport, l'ETVC a subi des pertes estimées à 150 millions de DA environ, durant les trois mois de confinement, outre l'arrêt de plusieurs projets et investissements au niveau national, initialement programmés pour cette année". "L'Entreprise a arrêté un plan d'action pour la période 2017-2022, sachant que l'année 2020 a constitué un véritable

tourant dans le développement des entreprises, mais la pandémie de COVID-19 a freiné la réalisation des projets programmés", a-t-il dit. Les investissements programmés par l'ETVC concernent principalement l'introduction de technologies de pointe notamment un système de distribution des tickets novateur et le suivi de l'itinéraire des bus via le système de géopositionnement par satellite, la technique de contrôle des véhicules et autres projets qui devraient donner un saut qualitatif à l'Entreprise en matière de modernisation des services. Concernant les délais de reprise de l'activité de l'Entreprise, le même responsable a indiqué que cette question relevait des prérogatives des hautes autorités du pays, ajoutant que "la reprise de l'activité sera difficile au début, en raison de l'obligation de respecter les différentes mesures de prévention contre cette pan-

démie (...), mais plusieurs décisions ont été prises pour assurer une reprise sécurisée de l'activité en faveur des citoyens et du personnel de l'Entreprise". "Durant la période de confinement, nous avons créé une cellule de crise à travers laquelle plusieurs décisions ont été prises telles que la désinfection des bus, le marquage au sol de la distanciation physique, la mise en place d'une barrière entre le chauffeur et les voyageurs, le port obligatoire du masque protecteur pour le chauffeur, le receveur et l'ensemble des voyageurs", a-t-il soutenu. Une fois l'activité reprise, ces mesures seront renforcées par des opérations de désinfection permanentes au départ et à l'arrivée du bus, outre d'autres mesures pour la sécurité des clients et des travailleurs. Le DG de l'ETVC s'est dit optimiste quant au développement du transport terrestre dans le pays, soulignant que l'Entreprise

s'emploiera à assurer les meilleurs services au client notamment par la mobilisation de bus modernes avec des normes technologiques internationales, voire même la généralisation de la distribution électronique des tickets". Pour ce qui est des capacités de l'Entreprise, M. Guilane a assuré qu'elle dispose de 100 bus modernes desservant 50 lignes à travers le territoire national et transportant plus de 400.000 voyageurs/an.

A une question sur la possibilité d'augmenter le prix du ticket en raison de la révision à la hausse du prix du carburant dans le cadre de la loi de finances complémentaire (PLFC 2020), le même responsable a précisé que cette question était du seul ressort de la tutelle, affirmant que l'objectif de l'ETVC est de fournir des services de qualité et d'assurer la sécurité aux voyageurs.

## TRANSPORTS PUBLICS

## SOGRAL : mesures préventives renforcées dans les gares routières à travers le pays en prévision du déconfinement

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (SOGRAL) a pris des mesures préventives renforcées en prévision de la reprise de l'activité des gares routières à travers le pays après le déconfinement, a indiqué mardi le Président directeur général de l'entreprise, Azzeddine Bouchhida.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bouchhida a précisé que des mesures préventives renforcées avaient été prises en prévision de la reprise de l'activité après la levée du confinement par les pouvoirs publics, citant notamment l'installation d'appareils de détection thermique à l'entrée de certaines gares routières dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19. Ces appareils ont été installés dans les gares routières les plus fréquentées, à savoir deux (2) appareils à l'entrée de la gare routière du Caroubier (Alger), deux (2) autres à la gare routière de Blida, ainsi qu'au niveau des gares de Bejaïa, Biskra, Annaba, Adrar et Constantine, a fait savoir le responsable, ajoutant que d'autres appareils de ce type seront acquis progressivement pour couvrir toutes les gares. M. Bouchhida a en outre assuré que les gares étaient prêtes à reprendre du service et à accueillir les voyageurs en toute sécurité après la levée du confi-

nement, soulignant que des instructions avaient été données aux responsables des différentes gares routières du pays (84 gares) pour la mise en place d'un système préventif strict répondant aux exigences des protocoles sanitaires en vigueur, prévoyant la désinfection régulière, le port du masque obligatoire pour les conducteurs et les voyageurs et la mise à disposition de solutions hydro-alcooliques. SOGRAL a également mobilisé deux (2) médecins au niveau de la gare du Caroubier (Alger) qui enregistre plus de 20.000 voyageurs par jour (avant la crise du coronavirus), a précisé le responsable, ajoutant que certaines gares disposaient de cliniques médicales et d'ambulances, sachant que 30% des gares routières disposent de centres d'intervention et de secours de la Protection civile.

En prévision de la reprise du transport terrestre pour l'étape post-déconfinement, l'entrée des clients se fera par la porte principale tout en respectant la distanciation physique. Un marquage au sol est prévu pour organiser l'entrée et la sortie des voyageurs et il en sera de même au niveau des guichets de vente des billets pour éviter la surcharge. La société, selon son PDG, veillera à désinfecter les bus avant leur départ et assurer la distanciation phy-

sique à travers un marquage au sol pour préserver la sécurité et la santé des passagers. Les entrées et sorties des gares routières seront organisées, en déterminant le sens à suivre. Des bacs seront consacrés au jet des masques et gants utilisés. Le nombre de chaises sera réduit dans la salle d'embarcation et les clients seront orientés directement vers les bus sans attendre. Les bus seront guidés directement vers leurs points d'arrêt pour fluidifier la circulation et éviter l'encombrement à l'intérieur de la gare. Par ailleurs, il a rappelé que le ministère des Travaux publics et des transports fixera les mesures et conditions de gestion du transport terrestre pour l'étape post-déconfinement et définira le nombre autorisé dans le bus. Dans ce sens, il a rappelé que la période de confinement a été exploitée pour effectuer des travaux d'aménagement des locaux commerciaux, de bitumage et de peinture ont été effectués au niveau de la gare routière du Caroubier à Alger.

Le responsable, qui prévoit une baisse du nombre des voyageurs au niveau des gares routières, suite à l'arrêt de l'activité du à la propagation du coronavirus, rappelle que 73 millions de voyageurs ont été pris en charge en 2019.

UNIVERSITÉ FARHAT ABBAS DE SÉTIF

## Fabrication et distribution de plus de 15.000 bavettes

Une quantité de plus de 15.000 bavettes de différents types a été fabriquée et distribuée par l'université Farhat Abbas de Sétif depuis le début de la pandémie du coronavirus et ce dans le cadre des efforts de prévention contre la propagation de Covid-19, a-t-on appris mardi du recteur de cette université, Abdelkrim Benyaïche.

Cette initiative relève des actions menées par cette institution d'enseignement supérieur depuis le début de la pandémie dans la région de Sétif en vue de s'adapter au mieux à une conjoncture exceptionnelle, aussi bien en matière d'enseignement à distance ou de gestion administrative et examiner les mesures appropriées pour mieux s'aligner aux efforts consentis à travers le pays dans la lutte contre cette pandémie, a indiqué à l'APS, le même responsable. Ces moyens de protection ont été distribués au profit des personnels médicaux des différents établissements de santé publique, a expliqué le même source, précisant que tous les moyens ont été mobilisés pour la réussite de cette opération, notamment la réquisition des étudiants de cette université, entre autres ceux du laboratoire

de pharmacie de la faculté de médecine qui se sont engagés pour prêter main forte dans le cadre de cette action de solidarité en dépit des conditions difficiles. Ce lot de bavettes vient s'ajouter à un quota de plus de 30.000 flacons de gel hydro alcoolique de différents contenances, produit par les étudiants du laboratoire de pharmacie de la faculté de médecine conformément aux normes exigées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et distribué à titre gracieux aux profit des structures de la santé publique des wilayas de Blida, d'Alger, de Constantine, de Bordj Bou Arreridj et de Bejaïa, selon le professeur, Benyaïche. Aussi, des masques de réanimation adaptés, confectionnés par des professeurs de l'institut d'optique et de mécanique de précision de cette université, ont été dis-



tribus au profit de nombreux services de réanimation des structures sanitaires de la région de Sétif, à l'instar du centre hospitalo-universitaire (CHU) Mohamed Abdennour Saâdena du chef-lieu de wilaya ainsi que les hôpitaux d'Ain Azel et d'Ain Oul-

man, a fait savoir le même source. Les services de réanimation des hôpitaux des wilayas limitrophes, à savoir Bordj Bou Arreridj et de Bejaïa, ont également bénéficié de la distribution de ces masques adaptés, a souligné le même responsable.

ANNABA/COVID19

## Mise en place des dispositions nécessaires pour la reprise des transports

Le secteur du transport de la wilaya d'Annaba s'emploie actuellement à mettre en place les dispositions nécessaires pour la reprise des activités dans le respect des consignes sanitaires destinées à prévenir et à lutter contre la propagation du Coronavirus, a-t-on appris mardi, des cadres de la direction du transport de la wilaya.

Selon Toufik Chetoum, cadre au sein de cette direction, "les représentants des entreprises nationales de transport urbain et suburbain" et les chauffeurs de taxi se disent prêts à appliquer toutes les mesures de prévention notamment celles concernant la stérilisation et le respect de la distanciation entre les passagers et le port de bavettes".

L'entreprise nationale de transport urbain et suburbain a adopté à Annaba une série de mesures préventives en vue de la reprise de ses activités parmi lesquelles la réduction de 75% du nombre de passagers par bus, passant de 100 à 25 passager et également la réduction du délai d'attente dans les arrêts passant pour atteindre 6 minutes au lieu des 15 habituelles a déclaré son directeur général, Messaoud Zemali. La société a aussi pris d'autres mesures préventives telles que l'isolement de l'espace occupé par le conducteur avec des barrières qui l'éloignent du reste des voyageurs, la désinfection régulière des bus, et l'instauration du port obligatoire de masque a-t-il dit avant de souligner que la société s'est chargée tout au long de la crise du Covid19 de transporter le personnel de la santé.

De leur côté, les chauffeurs de taxi et de bus privés attendent l'annonce des mesures leur permettant de reprendre leurs activités "de manière responsable" pour éviter tout risque de propagation du coronavirus, a-t-on signalé. La flotte du transport de la wilaya d'Annaba se compose de 1421 bus (transport urbain, suburbain, rural et inter wilayas), 5000 taxis et 800 bus pour le transport des étudiants et des travailleurs.

ROUTES-PROJETS

## Entrée en service temporaire de la 5<sup>e</sup> pénétrante d'Oran

La cinquième pénétrante d'Oran, qui s'étend sur une distance de 21 kilomètres, est entrée en service temporairement, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Le wali d'Oran, Abdelkader Djelauti, a insisté, lors d'une visite d'inspection du chantier de réalisation suite à la décision de reprise des projets du secteur du bâtiment et des travaux publics, sur l'accélération du rythme des travaux et la réception

du projet dans les prochains jours, a-t-on indiqué.

Ce projet comporte 10 ouvrages d'art et trois échangeurs sur un axe s'étendant de la localité de Belgaid, dans la commune de Bir El Djir, à l'autoroute Est-Ouest. Le taux d'avancement des travaux a atteint 100% pour les ouvrages d'art et 98% pour la chaussée, alors que les travaux sont en cours concernant les deux (2) kilomètres restants du programme qui comprend

une distance de 21 km, pour entrer en service totalement dans les prochains jours, a-t-on fait savoir.

Cet axe permettra de conférer une fluidité au trafic automobile, notamment au niveau du quartier de Belgaid dans la partie-est d'Oran. Le projet enregistre également la réalisation de travaux de confortement des ouvrages d'art et de reboisement le long des abords de la route, selon les services de la wilaya.

TIARET

## Une production de 3,5 millions quintaux de céréales prévue

Une production de 3,5 millions de quintaux de céréales est prévue dans la wilaya de Tiaret au titre de la campagne moisson-battage lancée officiellement mardi, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA) M'hamed Yahia M'hamed.

Dans un exposé présenté à l'occasion du lancement de cette campagne, en présence du wali, Mohamed Amine Dramchi, dans la ferme pilote "Chaouchaoua" au chef-lieu de wilaya, M'hamed Yahia M'hamed a indiqué que la superficie ciblée par la moisson est estimée à 279.000 hectares sur 325.250 ha emblavés en début de saison, et que plus de 46.200 ha ont été affectés par le verglas et la faible pluviométrie en janvier, février et mars, soulignant que la quantité de pluies enregistrée du début septembre 2019 à la fin mai dernier n'a pas dépassé 300 millimètres, ce qui a affecté la production.

Il est prévu la collecte d'environ 1,4 million de quintaux de différentes variétés de céréales dont 1,1 million qx de blé dur, selon la même source, qui a fait savoir que la capacité de stockage au niveau des coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) à Tiaret, Mahdia et Frenda est de près de 3 millions qx.

Pour garantir le succès de la campagne moisson-battage dans la wilaya, 1.355 moissonneuses, 5.500 tracteurs et 1.854 camions ont été mobilisés, a-t-on signalé.

ORAN

## Entrée en service de 6 transformateurs électriques et autres équipements

Le réseau d'énergie électrique de la ville d'Oran a été renforcée dernièrement par l'entrée en service de six transformateurs électriques et autres équipements au début de cette année, a-t-on appris mardi des responsables de Sonelgaz.

Le directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) d'Oran, Ahmed Tebbache, a indiqué que ces équipements interviennent dans le cadre du programme d'investissement de l'exercice 2020, permettant d'améliorer la qualité du service dans les zones qui enregistrent une chute de tension, signalant que ces transformateurs électriques de 400 kilovolts ampères chacun ont été installés dans différents endroits de la ville d'Oran. En plus de trois autres transformateurs similaires réalisés l'année dernière, une extension du poste de moyenne tension à hai "Fellaoucene" (El Barki) a également été concrétisée permettant le prolongement de nouvelles lignes électriques à la demande, au profit de futurs projets potentiels.

Par ailleurs, la SDO à Oran a entamé, en début février, une opération de maintenance du réseau électrique ciblant 534 transformateurs électriques sur 1.700 qui font partie du réseau

électrique des communes d'Oran et de Bir EL Djir, ainsi que de postes de haute tension (10.000 volts). Au sujet de réticence de certains clients vis à vis de factures distribuées dernièrement, le même responsable a expliqué que les redevances sont estimatives comptabilisées sur la base de la moyenne de consommation d'électricité et du gaz de chaque abonné, dans une conjoncture

de confinement sanitaire de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus où il était difficile de se déplacer pour contrôler les compteurs. La consommation réelle sera calculée après le déconfinement et la situation sera rétablie dans les prochaines factures, a-t-il rassuré.

Les neuf agences commerciales de Sonelgaz d'Oran ont

enregistré 600 plaintes concernant les factures sur un total de plus de 225.000 clients que compte la société.

Sonelgaz a proposé aux plaignants de prendre une copie photographiée sur la consommation effective sur leurs compteurs et la présenter et ou dépêcher un agent pour recevoir les redevances et établir de nouvelles factures.

ORAN

## 3 quarts de la surface réservée à la céréaliculture consacrés à l'orge

L'orge occupe la première place sur la liste des cultures céréalières à Oran, soit l'équivalent de trois quart de la superficie totale cultivée, toutes variétés de céréales confondues, a-t-on appris auprès de la Chambre d'agriculture de la wilaya. La culture de l'orge dans les champs céréalières de la wilaya est importante car de nombreux agriculteurs exploitent cette variété céréalière comme aliment pour le cheptel, tandis que d'autres se chargent de sa vente directement aux éleveurs qui viennent des régions des Hauts plateaux, notamment d'El Bayadh et d'Aïn Sefra pour s'approvisionner, a indiqué à l'APS le secrétaire général de la chambre, Houari Zeddani. L'orge est cultivée dans différentes communes de la wilaya, y compris dans les zones connues pour la culture des céréales, à l'instar de Oued Tlélat, Tafraoui, Boufatis et El Kerma, selon la même source. Ainsi, 39.585 ha d'orge ont été cultivés cette année sur une superficie globale estimée à 53.467 hectares. La surface consacrée au blé dur est de 9.557 ha et au blé tendre est de 3.045 ha. Celle consacrée à l'avoine est de 1.280 ha, a fait savoir M. Zeddani.

Il est attendu, pour cette saison agricole, une production de 134.900 quintaux d'orge sur un total de 162.000 qx de céréales, alors qu'une production de 169.400 qx d'orge a été réalisée l'an dernier sur la même superficie, selon le secrétaire général de la Chambre d'agriculture. Ce recul est dû à la faiblesse et l'irrégularité de la pluviométrie, a-t-il soutenu, faisant observer que 95 pc des terres céréalières comptent énormément sur les pluies, une situation plutôt dommageable pour les agriculteurs n'ayant pas respecté l'itinéraire technique de labours sur lequel repose la culture céréalière de façon générale, a-t-on relevé de même source.

## AGRICULTURE-ASSURANCE 500 céréaliculteurs sur 3000 assurés contre la grêle et les incendies à Souk Ahras

Cinq cent (500) céréaliculteurs sont assurés contre les risques de la grêle et des incendies sur un total de 3.000 agriculteurs versés dans cette filière dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris jeudi du directeur local de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Ces agriculteurs assurés exploitent une superficie estimée à 100.000 hectares dans la culture des différentes variétés de céréales, a indiqué dans une déclaration à l'APS Mohamed-Yazid Selmaoui, ajoutant que la réticence des agriculteurs pour contracter un contrat d'assurance sur leurs récoltes contre la grêle et les incendies est due principalement à "l'absence de la culture d'assurance".

Le même responsable, évoquant les différentes facilitations octroyées par la CNMA aux assurés, la réduction du coût des frais d'assurance et le versement échelonné des dix (10) daïras de la wilaya ou du bureau itinérant en vue d'assurer leurs récoltes.

Au cours de la dernière campagne agricole 2018-2019, la CNMA de Souk Ahras a procédé à l'assurance de 380 moissonneuses-batteuses sur un total de 510 engins de récolte recensés à travers la wilaya, a révélé la même source, qui a incité les agriculteurs à œuvrer à contracter des contrats d'assurance sur leurs matériels en vue de contribuer au bon déroulement de la campagne de moisson-battage dont le lancement est prévu le 20 juin prochain.

S'agissant des nouveautés du secteur de l'assurance au titre de l'actuelle campagne moisson-battage, M. Selmaoui a expliqué que la CNMA s'engage désormais à assurer les récoltes des aliments de bétails, à savoir le fourrage et le foin.

Les services de la CNMA de Souk Ahras ont recensé 65 céréaliculteurs assurés dont les récoltes ont été endommagées par la chute de grêle au début du mois de juin.

M. Selmaoui a souligné que quatre (4) experts de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) ont effectué dernièrement une sortie de terrain pour inspecter les dégâts qui ont impacté les récoltes de 65 agriculteurs qui exploient une superficie de 1.775 hectares, assurant que ces céréaliculteurs seront "prochainement" indemnisés.

## ALGÉRIE - ITALIE Sonatrach signe un contrat avec Maire Tecnimont pour réaliser un train de traitement d'huile à Hassi Messaoud

Un Groupement constitué de Sonatrach et ses deux partenaires PTTEP et PVEP, d'une part, et la société italienne spécialisée en Ingénierie Maire Tecnimont, d'autre part, ont signé un contrat d'Engineering, Procurement & Construction (EPC) pour la réalisation d'un deuxième train de Traitement d'Huile (CPF) au niveau du champ Bir Sebbaa, à 40 kms de Hassi Messaoud, a indiqué un communiqué de la compagnie.

Ce projet, dont le contrat a été attribué en mars 2018 suite à un appel d'offres, constitue "la 2ème phase de développement du champ Bir Sebbaa qui permettra le traitement d'une production supplémentaire de 20 000 barils/jour d'huile afin d'augmenter la production de ces champs jusqu'à 40 000 barils/jour", précise le communiqué.

Les prestations et fournitures de ce contrat EPC, signé lundi, comprennent notamment les études d'ingénierie et de détail, l'approvisionnement des équipements et matériels, la construction ainsi que les essais de mise en service.

Le projet prévoit la réalisation d'un Train de traitement d'huile, unité de compression de gaz associé, unité de gaz lift, unité d'injection d'eau pour le maintien de pression, un troisième turbo-générateur (18MW), ainsi que le raccordement de 33 puits (19 producteurs d'huile et 14 injecteurs d'eau), précise encore la même source.

## FINANCES

# Banque d'Algérie : "le déficit de la balance des paiements de l'Algérie en baisse de 57% au 1<sup>er</sup> trimestre"

Le déficit global de la balance des paiements a enregistré une baisse de près de 57% durant le premier trimestre 2020 par rapport au même trimestre de 2019, passant de 5,9 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars, a indiqué mardi un Communiqué de la Banque d'Algérie (BA).

Dans un communiqué sur la situation économique durant le premier trimestre 2020 et les perspectives d'évolution, la Banque Centrale précise que "compte tenu d'un excédent du compte +capital et opérations financières+ de 1,623 milliard de dollars, le déficit global de la balance des paiements a baissé de 56,98%, enregistrant 2,536 milliards de dollars au premier trimestre de 2020, contre 5,896 milliards de dollars au premier trimestre de 2019".

Durant le premier trimestre 2019, par rapport à celui de la même période de 2018, le déficit de la balance des paiements s'était élargi de +33,7%, rappelle la BA.

Les réserves officielles de change se sont contractées quant à elles de 3,830 milliards de dollars US à la fin du premier trimestre par rapport à fin décembre 2019, précise-t-elle en soulignant que cette baisse "est beaucoup moindre que celle enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (- 7,311 milliards de dollars)".

En termes d'évolution des indicateurs de la Balance de paiements, les importations de biens (fob) ont baissé, passant de 12,578 milliards de dollars à fin mars 2019, à 9,958 milliards de dollars à la même période de l'année en cours, soit une baisse de 20,83 %, selon le communiqué.

Soulignant que le prix moyen trimestriel du baril de pétrole, au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, a atteint 53,295 dollars le baril, contre 63,967 dollars au premier trimestre 2019, soit une baisse de 6,7%, la BA a précisé que les quantités d'hydrocarbures exportées

ont vu leur niveau baisser de 23,03% pour la même période. En conséquence, les exportations totales des hydrocarbures ont baissé, en valeur, de 29,07%, passant de 8,85 milliards de dollars au premier trimestre de 2019, à 6,277 milliards de dollars au premier trimestre 2020.

Les exportations hors hydrocarbures, quant à elles, se sont établies à 478 millions de dollars au premier trimestre de l'année en cours.

Au total, les exportations de biens ont atteint 6,755 milliards de dollars au premier trimestre de 2020, contre 9,412 milliards de dollars à la même période de 2019, soit une contraction de 28,23 %.

La baisse des exportations totales de biens de 2 8,23 %, en contexte d'une moindre baisse de 20,83% de la facture des importations de biens ont conduit à un léger élargissement du déficit de la balance commerciale de 1,17%, passant de 3,466 milliards de dollar à fin mars 2019, à un déficit de 3,203 milliards de dollars à la même période de 2020, selon la BA.

Le déficit structurel du poste "services, hors revenus des facteurs" s'est rétréci, passant de 2,201 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> trimestre de 2019 à 1,06 milliard de dollars au 1<sup>er</sup> trimestre de 2020, soit une baisse de 51,86 %.

Concernant le poste "transferts nets", il continue d'enregistrer des excédents affichant 458 millions de dollars à fin mars 2020.

Ainsi, le déficit du solde du compte courant a diminué, passant de 5,843 milliards de dollars au premier



trimestre de 2019, à 4,459 milliards de dollars au premier trimestre de l'année en cours, soit une amélioration de 28,81%, due principalement à la baisse du déficit du solde des revenus des facteurs et celui des transferts nets.

En termes monétaires, la masse monétaire M2 a atteint 17.039,8 milliards de dinars à fin mars 2020, contre 16.499,68 milliards de dinars à fin décembre 2019, soit une hausse de 3,27%.

Quant aux crédits à l'économie, ils ont enregistré « un léger recul » durant le 1<sup>er</sup> trimestre de 2020 (-1,17%), soit 10.730,99 milliards de dinars à fin mars 2020, contre 10.857,84 milliards de dinars à fin décembre 2019.

### Covid-19: la résilience de l'économie renforcée par des mesures monétaires et budgétaires

Analysant l'activité économique du pays au 1<sup>er</sup> semestre 2020, la BA note qu'elle a été "doublement impactée par l'avènement de la crise sanitaire Covid-19, et la chute des prix du pétrole".

Les mesures nécessaires de confinement et de distanciation sociale par le gel de certaines activités, notamment les services marchands, auront ainsi "un

impact certain sur la croissance annuelle projetée", prédit-elle.

Néanmoins, la capacité de résilience de l'économie nationale "est renforcée par les mesures monétaire et budgétaire arrêtées par les autorités publiques", estime la BA.

Evoquant les perspectives pour 2020 et 2021, la BA souligne que "sous l'effet de la crise sanitaire et la contraction de l'activité du secteur des hydrocarbures, des services marchands et de l'industrie au 1<sup>er</sup> semestre de 2020, et de la reprise attendue de la demande mondiale au 2ème semestre suite aux mesures de déconfinement progressives confortées par les plans de relance économique annoncés, la croissance en Algérie à fin 2020 devrait s'établir à -2,6%".

Cette croissance devrait rebondir en 2021 et 2022 pour s'établir autour de 3% en moyenne tirée par le dynamisme du secteur de l'agriculture et la reprise du secteur du BTP et des services marchands, notamment suite aux investissements publics annoncés par l'Etat dans le secteur de l'habitat et la réorganisation du secteur du commerce, selon la BA.

## BANQUES

# La liquidité bancaire passée à moins de 1.000 mds de DA à fin mai

La liquidité bancaire s'est contractée de plus de 180 milliards de DA à fin mai 2020 par rapport à la fin 2019, pour passer sous le seuil de 1.000 milliards de DA, a indiqué mardi un Communiqué de la Banque d'Algérie (BA). Dans un communiqué sur la situation économique durant le premier trimestre 2020 et les perspectives d'évolution, la Banque Centrale a précisé que "la liquidité globale des banques a poursuivi sa baisse en 2020, passant de 1.557,6 milliards de dinars à fin 2018, à 1.100,8 milliards de dinars à fin 2019, pour atteindre 916,7 milliards de dinars à fin mai 2020, soit une contraction de la liquidité bancaire de 184,2 milliards de dinars par rapport à son niveau enregistré à fin 2019".

En termes d'inflation, le processus de désinflation, entamé en septembre 2018, s'est poursuivi au cours des quatre premiers mois de l'année 2020, souligne la BA dans son communiqué.

Le rythme annuel moyen de l'inflation a atteint 1,78% à fin avril 2020, contre 1,95% en décembre 2019 et 4,08% à fin mars 2019.

Quant au rythme annuel moyen de l'inflation hors produits alimentaires, il a enregistré, poursuit la BA, une hausse pour les 4 premiers mois de 2020 pour atteindre 4,39% en mars 2020 contre 4,05% à fin décembre 2019.

A ce titre, la Banque Centrale rappelle qu'à la lumière de ces évolutions et de leurs perspectives à moyen terme, le Comité des Opérations de Politique Monétaire de la Banque d'Algérie avait décidé en mars dernier de réduire le taux de réserve obligatoire de 10% à 8% et d'abaisser de 25 points de base (0,25%) le taux directeur de la BA pour le fixer à 3,25%, et ce à compter du 15 mars 2020.

Les décisions prises sont de nature à "permettre de libérer, pour le système bancaire, des marges supplémentaires

de liquidités et mettre ainsi, à la disposition des banques et établissements financiers, des moyens additionnels d'appui au financement de l'économie nationale à un coût raisonnable ».

Ces décisions ont été renforcées en avril dernier par une nouvelle baisse de 25 points de base (0,25%) du taux directeur applicable aux opérations principales de refinancement, qui est passé ainsi à 3% au lieu de 3,25%, rappelle encore la BA. Aussi, le taux de réserve obligatoire a été révisé de 8% à 6% alors que le seuil de refinancement, par la Banque d'Algérie, des titres publics négociables a été relevé.

"Ces décisions ont comme objectif primordial de dégager de nouvelles ressources de financement pour l'économie nationale à même d'atténuer le double impact du Covid 19 et la baisse des prix des hydrocarbures sur la croissance", soutient la BA.

## PÉTROLE

## Le Brent à plus de 40 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient orientés à la baisse mercredi avant la publication des stocks aux Etats-Unis par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Ce matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 40,36 dollars à Londres, en baisse de 1,99% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juillet perdait 2,39%, à 38,01 dollars.

La veille, ils avaient terminé en hausse de 0,9% et 2%.

Les cours du baril "soufflent un peu", constate Bjarne Schieldrop, analyste de SEB, qui souligne au passage leur "forte progression" lors du mois de mai.

Les références européenne et américaine se sont ainsi respectivement appréciées de 40% et 88% le mois dernier, et le Brent restait encore vendredi sur sept séances consécutives de



hausse. "La hausse des stocks de brut et de carburant aux Etats-Unis signalée par l'API (la fédération du secteur pétrolier aux Etats-Unis qui publie ses chiffres chaque mardi, ndlr) ravive les

craintes d'une offre excédentaire", a indiqué Jeffrey Halley, analyste.

L'administration américaine, via l'EIA, publiera ses propres chiffres, généralement considérés comme les

plus précis, plus tard dans la journée.

Selon la médiane d'un consensus établi par l'agence Bloomberg, les analystes s'attendent à une baisse des stocks de brut de 1,85 million de barils, à une baisse d'un million pour ceux d'essence et à une augmentation de 3,5 millions pour les autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole).

Eugen Weinberg, analyste, pointe de son côté un "optimisme à court terme sur le marché du pétrole" quelque peu "exagéré".

"Les prévisions de la demande semblent optimistes compte tenu des chiffres élevés du chômage et de l'incertitude concernant les voyages, par air et par mer notamment", a-t-il expliqué dans une note.

## MINISTRE SAOUDIEN DE L'ÉNERGIE

## "L'Algérie a un rôle pivot dans la stabilité du marché pétrolier au sein de l'Opep +"

Le ministre saoudien de l'Energie, le prince Abdulaziz Ben Salmane a mis en avant le rôle de l'Algérie qualifiée de "pivot" dans le rapprochement des vues entre les pays de l'Opep et ses alliés afin de parvenir à des accords susceptibles de contribuer à la stabilité du marché pétrolier.

Invité par la télévision algérienne mardi soir, le ministre saoudien a mis en avant le rôle "exceptionnel" de l'Algérie non seulement quant au volume de production pétrolière, mais de par son poids politique et sa capacité à rapprocher les vues des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+).

Soulignant que l'Algérie "est en mesure de prendre attache avec tout le monde", notamment durant cette conjoncture exceptionnelle, cherchant toujours des solutions consensuelles à long terme, le prince saoudien a précisé que "le rôle prépondérant de l'Algérie de mener à bien les efforts de l'Opep ne se limite pas à sa présidence de l'Organisation, mais est reconnu depuis de longues années déjà", citant comme preuve "la présence de l'Algérie au sein de tous les comités de l'Opep".

Les efforts de l'Algérie visant à faire réussir le rôle de l'Opep dans la stabilité du marché pétrolier émane également de sa conviction que cette réussite est au

mieux de tous les pays membres et non membres de l'Organisation. De son côté, le ministre algérien de l'Energie, Mohamed Arkab, président en exercice de la conférence de l'Opep a admis que l'Arabie Saoudite avait elle aussi un rôle "pionnier" dans toutes les positions et les résultats auxquels nous sommes parvenus dans le cadre de la collaboration de l'Opep+.

Evoquant la poursuite des efforts et de la coordination entre toutes les parties, il a déclaré "nous poursuivons cette coordination, vu que l'étape est difficile et exige davantage de coordination. Les résultats demeurent insuffisants c'est pourquoi nous intensifieront les efforts pour une sortie de crise". Concernant le renforcement du partenariat bilatéral entre les deux pays dans le domaine de l'énergie et leur promotion au niveau des relations politiques, le ministre saoudien a fait savoir que M. Arkab et des cadres du ministère de l'Energie ont été conviés à effectuer une visite en Arabie Saoudite pour discuter des voies de coopération dans tous les domaines.

Il a également salué "le haut niveau des compétences algériennes dans le domaine de l'énergie" tant au niveau de la Société nationale des hydrocarbures qu'au niveau des différentes sociétés mondiales, rappelant les liens de fraternité

qui lient l'Algérie à son pays.

Pour sa part, M. Arkab a rappelé la visite effectuée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en Arabie Saoudite qui a permis de discuter de la relance de la coopération dans divers domaines, dont l'énergie.

Le partenariat entre l'Arabie Saoudite et l'Algérie émane des relations "excellentes" établies entre les deux pays, a-t-il ajouté, soulignant la nécessité d'intensifier les contacts pour relancer les voies de coopération dans le domaine de l'énergie, particulièrement dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures entrée en vigueur fin 2019.

Cette loi repose sur des normes mondiales dans le traitement avec les partenaires, sur la base du principe gagnant-gagnant, indique l'intervenant, ajoutant que ce cadre législatif encourage les sociétés saoudiennes à participer aux grands projets dans le cadre de la transition énergétique et l'utilisation des énergies nouvelles.

Dans ce cadre, il a salué les compétences saoudiennes dans le domaine de l'efficacité énergétique et les industries manufacturières.

De son côté, M. Arkab a convié le ministre saoudien du pétrole à visiter l'Algérie pour s'enquérir de près des opportunités d'investissement dans le domaine de l'Energie.

## AFRIQUE - ÉCONOMIE

## La Banque mondiale prévoit un recul de 2,8% de l'économie de l'Afrique subsaharienne en 2020

L'économie de l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer un recul de 2,8% en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, selon un rapport de la Banque mondiale publié mardi.

Le rapport de la Banque mondiale, intitulé "Perspectives économiques mondiales de juin 2020", indique que le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la région Afrique devrait également chuter encore plus fortement, faisant probablement tomber des millions de personnes dans l'extrême pauvreté. "La croissance pourrait reprendre à 3,1% en 2021 en supposant que la pan-

démie s'estompe au second semestre, que les épidémies nationales de virus suivent une trajectoire similaire et que la croissance des principaux partenaires commerciaux rebondisse", ajoute le rapport phare du Groupe de la Banque mondiale. Le rapport évalue les impacts de la pandémie et analyse les cours et les résultats possibles.

Les résultats montrent que l'Afrique subsaharienne a été littéralement ravagée par la pandémie de COVID-19 cette année, ce qui va probablement entraîner la plus forte contraction de l'activité économique jamais vue à ce jour. La Banque mondiale a aussi

noté qu'en plus du lourd tribut en matière de santé et de sécurité, les efforts pour contenir la propagation du virus, tels que les restrictions des déplacements, la fermeture de frontières et les confinements à l'échelle nationale, ont perturbé le fonctionnement des économies locales.

"Bien que la croissance devrait se redresser en 2021, la région est particulièrement vulnérable à un ralentissement plus important et plus durable étant donné la faiblesse de ses systèmes de soins de santé, la marge de manœuvre budgétaire limitée et sa capacité limitée à mettre en œuvre efficace-

ment des mesures de distanciation sociale", souligne le rapport de la Banque mondiale.

Le rapport rappelle que l'Afrique subsaharienne est également menacée de surendettement en raison de niveaux d'endettement élevés et de coûts d'emprunt nettement plus élevés.

Le rapport indique qu'au Nigeria et en Afrique du Sud, les deux plus grandes économies de la région, l'activité a fortement chuté au cours du premier semestre de cette année, tandis que d'autres économies de la région ont aussi beaucoup souffert au cours de la même période.

## TRANSPORT - AVIATION

## Réduction de moitié du chiffre d'affaires mondial des compagnies aériennes

Le chiffre d'affaire global des compagnies aériennes, fortement touchées par la pandémie de coronavirus, devrait être réduit de moitié à 419 milliards de dollars cette année et atteindre 598 milliards l'année prochaine, a estimé mardi l'Association internationale du transport aérien (Iata).

Le nombre de passagers transportés devrait rebondir l'année prochaine à 3,38 milliards, un niveau inférieur de 25,6% à celui de 2019.

## ELECTION À L'OMC

## 3 premiers candidats déclarés officiellement

Trois candidats se sont officiellement déclarés, jusqu'à présent, au poste du directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), pour succéder au Brésilien Roberto Azevêdo, qui a annoncé qu'il quitterait ses fonctions le 31 août 2020, un an avant la fin de son mandat.

C'est le Mexicain Jesús Seade Kuri qui a le premier déposé formellement lundi sa candidature, quelques heures après le lancement de la procédure de désignation du directeur général de l'OMC, a annoncé l'Organisation dans un communiqué.

Mardi, le Nigeria a présenté la candidature de Mme Ngozi Okonjo-Iweala, tandis que l'Égypte a présenté celle de M. Abdel-Hamid Mamdouh, a fait savoir l'OMC.

Conformément au calendrier annoncé par le Président du Conseil général de l'OMC, David Walker, la période de présentation des candidatures s'achèvera le 8 juillet 2020.

Peu après la clôture de la période de présentation des candidatures, les candidats seront invités à rencontrer les Membres à une réunion extraordinaire du Conseil général, à présenter leurs vues et à répondre aux questions des Membres.

## Les ministres des Affaires étrangères et du Commerce de l'UE appellent à élire rapidement le nouveau DG de l'OMC

Les ministres des Affaires étrangères et du Commerce des Etats membres de l'Union européenne (UE) ont appelé mardi à choisir au plus vite le nouveau directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ils ont lancé cet appel après une vidéoconférence informelle présidée par le chef de la diplomatie croate, Gordan Grlic Radman, dans le cadre de la présidence croate de l'UE.

Les ministres ont procédé à un échange de vues sur diverses questions liées à l'OMC et sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les politiques commerciales.

En ce qui concerne l'élection du nouveau chef de l'OMC, ils ont convenu de la nécessité d'un processus de sélection rapide, afin d'éviter qu'une organisation aussi cruciale pour le commerce international ne se retrouve sans leadership dans une période critique.

Le commissaire européen au Commerce, Phil Hogan, a informé les ministres des initiatives prises par la Commission européenne à la lumière de la pandémie de COVID-19.

Interrogé au cours d'un point de presse vidéo sur son éventuelle candidature à la direction de l'OMC, M. Hogan a déclaré qu'il était encore au "stade exploratoire" de sa candidature pour le moment. "Nous verrons comment les Etats membres réagiront lorsqu'il s'agira de prendre une décision dans les semaines à venir", a-t-il déclaré. L'actuel directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a annoncé en mai qu'il démissionnerait de son poste le 31 août, soit un an avant l'expiration officielle de son mandat.

## FORÊTS TLEMCCEN Installation de 14 postes de vigie pour prévenir les feux de forêts

La wilaya de Tlemcen a installé 14 postes de vigie en prévision de la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêts qui s'étale du premier juillet jusqu'au 31 octobre a-t-on appris mardi auprès du chargé de communication de la conservation des forêts de la wilaya. Ces postes de vigie couvrent, selon Lachgar Mohamed, 20 espaces boisés et sont encadrés par 45 agents saisonniers afin d'alerter les équipes chargées de lutter contre les feux de forêts en temps voulu. Par ailleurs le même responsable a indiqué que la conservation des forêts a pris une série de mesures préventives dont la mobilisation de 12 colonnes mobiles comptant 53 agents soutenus par douze camions citernes pour les premières interventions, à travers les communes forestières, en plus d'une colonne régionale dans la commune de Tlemcen constituée de 17 agents et 8 véhicules qui sont chargés d'intervenir dans les wilayas de Tlemcen, Ain Témouchent et Sidi Bel-Abbes.

Cette colonne mobile a été renforcée par une autre relevant de la protection civile, constituée de 45 pompiers et dotée de dix camions citernes, 7 véhicule s tout terrain, une ambulance et un autobus, outre la mise en place de 64 points d'eau et la mobilisation de plusieurs engins dans l'optique de lutter efficacement contre les incendies de forêts, notamment au niveau de Tzarifet, la réserve de chasse de Moutas, Fellaoucene, Honaine, Beni Boussaïd et Marsa Ben M'hidi, a précisé le même source.

La conservation des forêts a également procédé à l'installation de comités opérationnels au niveau des dairas et des communes outre 69 stations de liaison et de communication, a souligné Lachgar, qui a indiqué, par ailleurs, que cette campagne de prévention a été précédée par des opérations de sensibilisation effectuées par le biais de la radio de Tlemcen et la célébration de journées relatives à la protection de l'environnement en direction des citoyens riverains des forêts.

A cette campagne de prévention, d'autres directions de wilayas ont été associées, à l'instar de la direction des services agricoles, des travaux publics, du transport ferroviaire afin de réaliser des ceintures de protection autour des récoltes et le désherbage des bordures des routes nationales et de wilaya, a-t-on fait savoir.

La wilaya de Tlemcen, qui compte un couvert forestier de l'ordre de 225.000 hectares, a enregistré l'an dernier de nombreux incendies ayant ravagé plus de 594 ha et dus principalement au facteur humain, notamment par le biais de jets des mégots de cigarettes aux abords des routes dans les zones forestières, ainsi que les décharges non contrôlées au niveau de plusieurs communes, selon la même source.

## DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE Belaïd : "un suivi quotidien sur le terrain au plus haut niveau de l'Etat"

Le ministre Conseiller à la communication, porte-parole officiel de la présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, a indiqué, mardi à Alger, que le dossier des zones d'ombre était l'objet d'un suivi quotidien sur le terrain au plus haut niveau de l'Etat et que le devenir des responsables locaux était lié à celui de ces régions.

Lors d'une conférence de presse animée au siège de la Présidence de la République M. Belaïd Mohand Oussaïd a réaffirmé que les zones d'ombre "sont l'une des priorités du Président de la République", soulignant que des efforts concrets sont consentis pour leur prise en charge.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a été le premier à mettre la lumière sur ces zones à travers le film documentaire traitant, pour la première fois, de tous les angles la souffrance des populations de ces zones, réalisé à sa demande et projeté devant les walis de la République, a-t-il rappelé.

Il a ajouté que le Président de la République avait instruit l'ensemble des responsables



de suivre ce dossier sur le terrain, "allant jusqu'à lier le sort des responsables locaux à celui de ces zones et dans des délais bien impartis". A la question d'un journaliste qui a exprimé

des doutes sur le sérieux de cette démarche en faveur de ces régions, le porte-parole officiel de la présidence de la République a rétorqué que "c'est là une affaire très sérieuse qui ne supporte aucune démagogie ou manipulation de sentiments, et l'ère de ceux qui y est excelle est révolue". Il a précisé qu'un responsable, au niveau de la Présidence de la République, est chargé spécialement du suivi quotidien sur le terrain de tout ce qui est réalisé dans ce sens, ajoutant que si des cas individuels existaient, ils ne pouvaient constituer une règle. Au total, 8,5 millions d'Algériens et Algériennes vivent dans des régions d'ombres, dont les problèmes de développement en suspens de certaines ont été réglés, à l'instar des écoles, des routes et de l'alimentation en électricité "en témoignent les bénéficiaires eux-mêmes", a-t-il conclu.

## SÉTIF

### Respect des mesures préventives dans les commerces concernés par la reprise de l'activité

Les propriétaires des commerces à Sétif, concernés par la décision de la levée progressive du confinement ont imposé depuis le début de cette semaine, des mesures préventives rigoureuses aussi bien pour les employés que les clients, a-t-on constaté mardi.

Les propriétaires des fast-food, parmi les commerces autorisés, à ce titre, à reprendre l'activité, avec comme condition de proposer des repas à emporter, ont respecté les mesures de prévention s'agissant de la distanciation sociale, le port de bavette pour les employés ainsi que les clients fréquentant les lieux.

En dépit de l'autorisation pour la reprise de plusieurs activités commerciales et de services, les librairies, les salons de coiffure

et les agences de voyages, beaucoup de commerces concernés sont restés fermés alors que d'autres ont entamé les opérations de nettoyage de leurs locaux avant la reprise du travail.

Approchés par l'APS, des commerçants parmi ceux qui ont repris l'activité ont affirmé qu'ils sont conscients de l'importance des mesures préventives.

M. Saïfi, un propriétaire d'un fast-food situé é au centre ville de Sétif qui a rouvert son local a indiqué "je suis conscient que le confinement sanitaire était une obligation pour l'intérêt général et sa levée progressive a pour but de nous permettre de gagner notre pain et nous en parallèle, nous devons être responsables et vigilants et contribuer aux efforts de lutte contre

cette épidémie". Et d'ajouter : "Nous devons être positifs et œuvrer à faire respecter les mesures de prévention en proposant nos services tout en veillant à préserver les uns et les autres et à endiguer toute éventuelle contamination". De sa part, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Sétif, Mohamed Bourmani a déclaré que dans le cadre de la préservation de la santé publique et l'accompagnement de la décision de l'allègement des mesures du confinement sanitaire de manière progressive, le service de prévention et d'organisation sanitaire de cette collectivité locale, en collaboration avec les instances concernées, ont intensifié le contrôle dans les commerces concernés pour une meilleure maîtrise de la situation.

## KHENCHELA

### Des efforts coordonnés entre plusieurs wilayas pour protéger la forêt de Beni Meloul des incendies

Des efforts coordonnés entre les wilayas de Khenchela, Batna et Biskra seront déployés tout au long de la saison estivale 2020 afin de protéger la forêt de Beni Meloul des risques d'incendie, a indiqué mardi, le chargé de communication de la

conservation des forêts de la wilaya de Khenchela, Hichem Kada. Conformément à la directive du ministère de l'Intérieur des collectivités locales et de l'aménagement du territoire relative à la lutte contre les risques de feux de

forêts, une réunion s'est tenue dernièrement entre les cadres et les conservateurs des forêts de la wilaya de Batna, Khenchela et Biskra à l'issue de laquelle il a été décidé de coordonner et de mobiliser tous les moyens humains et matériels disponibles durant cet été pour protéger le massif forestier de la région de Beni Meloul des feux de forêts, a-t-il indiqué.

Dans ce contexte, la commune de Kimel dans la wilaya de Batna, située au confluent des wilayas de Biskra et de Khenchela, a été choisie pour abriter le siège de la colonne mobile pour gagner du temps lors des interventions en cas d'incendie dans la région, a déclaré le même responsable.

Les conservateurs des forêts des wilayas concernées ont souligné l'importance de mettre en place un plan un de travail commun permettant de donner des directives à la circonscription la plus proche en cas d'incendie même si celle-ci se trouve en dehors du territoire de compétence en attendant l'arrivée des renforts des autres unités, selon la même source. Il a été également conclu de coordonner ces efforts à la fois avec les annexes locales de l'office national de météorologie afin d'anticiper des risques tels que la chaleur, la sécheresse ou encore les épisodes de vents violents, mais aussi avec les services concernés pour effectuer des relevés aériens périodiques afin de déterminer les zones les plus exposées aux risques a-t-on poursuivi. M. Kada a également révélé que cette réunion a permis d'aborder la question du réaménagement de la forêt de Beni Meloul et d'établir à cet effet une feuille de route pour parachever cette opération dans 22 unités immédiatement après avoir terminé celui de la première unité économique située dans la région de Azza Berdaa dans les communes de Lamsara (Khenchela) et Kimel dont les travaux ont été lancés en début d'année. Pour rappel, la forêt de Beni Melloul s'étend sur 91 000 hectares divisés entre 22 unités réparties entre les communes de Bouhama, Chelia, Yabous, Lemsara, El Ouledja (Khenchela), Kimel (Batna) et Mezriâa (Biskra).

APS

## TIZI-OUZOU - EAU - ALIMENTATION

### Une commission pour la répartition équitable de l'eau à Draa El Mizan

Une commission chargée du suivi de la distribution de l'eau potable visant à assurer une répartition équitable de cette ressource sera installée au niveau de la commune de Draa El-Mizan, au Sud-Ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi du premier responsable de cette commune, Issollah Abdelghani.

La décision a été prise, lors d'une réunion ayant regroupé le wali avec le collectif des comités de villages de cette commune, pour trouver des solutions aux perturbations que connaît cette localité en matière d'approvisionnement en eau potable, notamment, durant l'été.

Plusieurs villages de cette région du Sud-ouest de la wilaya déplorent l'irrégularité de la distribution de cette ressource qui leur parvient une fois par 15 jours pour certaines localités, à l'exemple de Sanana, Ichoukrene et Maamar.

Cette commission qui sera chapeautée par l'Algérienne des eaux (ADE) "veillera à assurer une

répartition équitable de cette ressource entre les différents villages, notamment en période d'été où la consommation augmente" a souligné M. Issollah.

Lors de la réunion, organisée en présence des responsables de la commune, du secteur des ressources en eau et de l'ADE, il a été également décidé, selon la même source, de procéder à "l'installation de compteurs d'eau à travers l'ensemble des villages de la région".

"Il y a certains villages qui sont alimentés en eau mais qui ne sont pas dotés de compteurs ce qui pénalise l'ADE et la prive de créances importantes à même de lui permettre d'engager des travaux pour améliorer la distribution", a déploré l'édile communal.

Des travaux de réfection de la conduite principale alimentant le réservoir principal au niveau de la commune seront aussi engagés d'ici une dizaine de jours, a ajouté le même responsable.



## ONU - ALIMENTATION - FAMINE

## 3 agences de l'ONU appellent à réduire l'impact du COVID-19 sur les populations les plus affamées du monde

Les trois organismes alimentaires des Nations Unies basés dans la capitale italienne ont été identifiés en tant que forces clés dans la note d'orientation de l'ONU de mardi appelé à une "action urgente" pour réduire l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les populations les plus affamées du monde.

Rome abrite les trois principaux organismes alimentaires des Nations Unies : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Ils ont tous les trois joué un rôle central dans la collecte et l'organisation des données sur lesquelles était basée la note d'orientation sur la sécurité alimentaire.

A cette occasion, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a noté que plus de 820 millions de personnes dans le monde ont faim, malgré le fait que le monde produit suffisamment de nourriture pour satisfaire les besoins alimentaires de tout le monde.

"Nos systèmes alimentaires sont défaillants et la pandémie de COVID-19 aggrave les choses", a



déploré le chef de l'ONU dans le dossier, qui estime que 49 millions de personnes supplémentaires pourraient tomber dans l'extrême pauvreté cette année en raison du COVID-19, la maladie causée par le nouveau coronavirus.

Selon le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, les défis mis en évidence par le dossier sont particulièrement graves dans les

zones les plus à risque avant la pandémie de COVID-19.

"Nous risquons une crise alimentaire imminente à moins que des mesures ne soient prises rapidement pour protéger les plus vulnérables, maintenir les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales en vie et atténuer les impacts de la pandémie à travers le système alimentaire", a-t-il souligné. Selon

Agnès Kalibata, l'envoyée spéciale du secrétaire général de l'ONU au sommet sur le système alimentaire qui aura lieu l'année prochaine, la pandémie aggrave les problèmes qui existaient déjà dans de nombreux domaines. "La pandémie de COVID-19 nous attaque sous tous les angles", a noté Mme Kalibata.

"Elle a mis à jour des carences dangereuses dans nos systèmes alimentaires et menace activement la vie et les moyens de subsistance des populations du monde entier", a-t-il dit.

Le premier sommet sur le système alimentaire de l'année prochaine a été conçu pour s'attaquer au problème s mis en évidence dans le dossier de mardi, notamment la réduction de la faim, la résolution des maladies liées à l'alimentation et la sensibilisation accrue aux défis alimentaires mondiaux.

## CHINE

## Retrait du pangolin de la pharmacopée traditionnelle

La Chine a retiré les ingrédients issus du pangolin de la liste officielle des produits de la pharmacopée traditionnelle, ont annoncé mardi les médias officiels, plusieurs jours après le renforcement des mesures de protection de cet animal menacé d'extinction et soupçonné d'avoir joué un rôle dans la transmission à l'homme du nouveau coronavirus.

Les pangolins ont été retirés cette année de la pharmacopée officielle chinoise, ainsi que des produits comme des pilules fabriquées à base d'excréments de chauves-souris, a rapporté le journal Health Times.

Le pangolin, qui est l'animal le plus pourchassé par les braconniers et les trafiquants dans le monde, est soupçonné d'avoir été l'hôte intermédiaire qui aurait permis la transmission du nouveau coronavirus de la chauve-souris à l'espèce humaine.

Le nouveau coronavirus avait émergé en 2019 sur un marché à Wuhan où étaient vendus des animaux sauvages vivants, selon des scientifiques chinois.

"Les ressources de la vie sauvage épuisées" sont retirées de la pharmacopée traditionnelle chinoise, a indiqué le Health Times, qui n'a pas précisé la raison exacte du retrait des pangolins.

Les écailles et ingrédients issus du pangolin atteignent un prix élevé sur le marché noir et sont couramment utilisés par la médecine traditionnelle chinoise, bien que les scientifiques relèvent qu'ils n'ont pas de vertus thérapeutiques.

Vendredi, l'administration chinoise des Forêts a annoncé que les pangolins bénéficient désormais du plus haut niveau de protection dans le pays, une décision qui a été saluée samedi par l'organisation de défense de la nature WWF.

Au cours des derniers mois, la Chine a interdit la vente d'animaux sauvages pour la consommation alimentaire, invoquant le risque de maladies transmissibles à l'homme, mais ce commerce reste légal à des fins de recherche scientifique ou pour la médecine traditionnelle.

## CLIMAT - TEMPÉRATURES

## Le nord du Vietnam se prépare à la plus longue vague de chaleur en 27 ans

Une vague de chaleur qui frappe la capitale vietnamienne, Hanoï, et les provinces du nord du pays depuis le 31 mai devrait devenir la plus longue à avoir frappé la région en plus de deux décennies, selon le Centre national de prévision hydrométéorologique.

Des températures élevées dans les provinces du nord comme Lang Son, Bac Ninh, Bac Giang, Hai Duong, Hung Yen, Ha Nam et Ninh Binh ont été enregistrées à 39 degrés mardi tandis que celles de Hanoï et Hoa Binh ont atteint 40 degrés, selon la même source.

La vague de chaleur devrait persister jusqu'au 13 juin et pourrait devenir la plus longue à avoir frappé le nord du Vietnam depuis 1993.

Les vagues de chaleur généralisées depuis 1993 n'avaient duré que cinq à sept jours, a précisé le Centre national de prévision hydrométéorologique. Les températures moyennes dans les

localités du nord dans les prochains jours devraient atteindre 36 à 39 degrés. Le fournisseur américain de services de prévisions AccuWeather a déclaré que la température à Hanoï atteindrait 38 degrés et resterait à 35-36 jusqu'à ce week-end.

La vague de chaleur a été provoquée par des zones de basse pression de l'ouest et le vent de Foehn, un type de vent sec, chaud et descendant qui se produit sous l'effet d'une chaîne de montagnes.

Les experts météorologiques ont conseillé aux résidents d'éviter l'exposition directe au soleil entre 10 h et 15 h et de porter un écran solaire, des lunettes de soleil et des chapeaux. Le centre du Vietnam a été touché par une vague de chaleur similaire au cours des 10 derniers jours.

Cette vague devrait se poursuivre dans la région jusqu'au 16 juin. Il est assez courant qu'une vague de cha-

leur dure de 17 à 18 jours dans le centre du Vietnam. La vague de chaleur la plus intense à avoir frappé la région s'est produite en 2015 et a duré jusqu'à 39 jours.

Le Centre national de prévision hydrométéorologique a mis en garde contre les risques élevés d'incendie et d'explosion dans les zones résidentielles et les forêts locales en raison du temps chaud et sec.

L'année dernière, le Vietnam a connu l'été le plus chaud de l'histoire avec des températures moyennes de 0,5 à 1 degré plus élevées que la normale, atteignant une moyenne de 39 à 42 degrés dans de nombreuses régions du pays.

Le pays de l'Asie du Sud-Est a battu son record de température la plus élevée le 20 avril, alors que le mercure a atteint 43,4 degrés dans le district de Huong Khe, dans la province de Ha Tinh, dans le centre du Vietnam.

## ARCTIQUE RUSSE

## La pollution atteint un lac d'eau douce voisin



Des hydrocarbures ont atteint un lac dans l'Arctique russe, portés par la rivière touchée fin mai par une pollution sans précédent, a indiqué mardi le gouverneur du territoire concerné, ce que dément le groupe Norilsk Nickel. L'annonce intervient alors que les autorités avaient cru la semaine passée avoir réussi à stopper la propagation du carburant avec des barages flottants. Lundi soir, elles avaient finalement admis que les polluants n'avaient pas encore été contenus. "Le carburant a également pénétré dans le lac Piassino. C'est un beau lac d'environ 70 kilomètres de long contenant du poisson et une belle biosphère", a déclaré le gouverneur de la région de Krasnoïarsk (Sibérie), Alexander Ouss, cité par l'agence Interfax.

Il est désormais "important d'empêcher (la pollution) d'atteindre le fleuve Piassina, plus au Nord", a-t-il ajouté, estimant cela "possible".

Le cours d'eau se jette lui dans la mer arctique de Kara. Le 29 mai, 21.000 tonnes de carburant contenu dans le réservoir d'une centrale thermique appartenant à une filiale du grand groupe minier russe Norilsk Nickel se sont déversées dans la rivière Ambarnaïa et les terrains alentour après la rupture des piliers soutenant l'édifice. Dans une conférence téléphonique mardi soir, Norilsk Nickel a démenti la contamination du lac Piassino et les risques de pollution de la mer de Kara. "La distance entre le lac Piassino et la mer de Kara est de plus de 5.000 kilomètres. Nos échantillons prélevés dans le lac de Piassino sont de 0,0", a affirmé Sergueï Diatchenko, premier vice-président du groupe. "La majorité (de la pollution) peut être nettoyée", a-t-il assuré, précisant que le nettoyage devait être terminé avant l'arrivée du froid.

APS

## COLOMBIE

## Saisie de près de 5 tonnes de cocaïne sur la côte pacifique destinées à la Turquie

La police anti-narcotiques de Colombie a annoncé, mardi soir, la saisie de 4,928 tonnes de cocaïne dans un port de la côte pacifique, destinées à être acheminées vers la Turquie.

La drogue, dont la valeur marchande est estimée en Europe à 175 millions euros, a été interceptée au port de Buenaventura, le plus important du pays sud-américain, a indiqué le Directeur de la police anti-narcotiques, le général Jorge Luis Ramirez. Selon

des déclarations du responsable colombien, rapportées par la presse locale, la cocaïne saisie était mélangée à une cargaison de 51.900 tonnes de caoutchouc granulé devant être acheminées vers la Turquie. La drogue a été découverte grâce à l'aide d'une chienne renifleuse lors de la procédure de contrôle, a ajouté le général Ramirez. L'enquête se concentre désormais sur l'identification des propriétaires de la cargaison, qui, selon une source anti-narcotique, ont dû faire appel

aux services d'un chimiste de haut niveau pour mélanger la cocaïne au caoutchouc, rapporte le quotidien de référence El Tiempo. Il s'agit de la plus grosse saisie de cocaïne en Colombie depuis le début du confinement instauré le 25 mars dernier dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

Entre le 1er janvier et le 4 juin, les saisies de cocaïne, dont la Colombie est le premier producteur mondial, ont atteint 182.923 tonnes, soit 8% de plus par rapport

à la même période de 2019, selon des chiffres relayés par la presse locale.

En outre, 188.249 tonnes de marijuana ont été saisies, soit une hausse de 11% en comparaison avec la même période de l'année précédente.

Selon un rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), les cultures de coca se sont élevées en Colombie à 169.000 hectares en 2018, alors que la production de cocaïne a atteint 1.120 tonnes.

## S A N T É - A L G É R I E

## MÉDECINS - RECRUTEMENT

## Tébessa: recrutement de 30 médecins spécialistes pour une meilleure prise en charge des malades

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tébessa a été renforcé par le recrutement de 30 nouveaux médecins spécialistes depuis le début de l'année 2020, pour assurer une meilleure prise en charge des malades, a indiqué mardi, le directeur local du secteur, Saïd Belaïd.

"Ces recrutements viennent combler un déficit en matière de praticiens spécialistes, enregistré dans plusieurs spécialités dans la wilaya de Tébessa, et œuvrent à éviter au maximum aux patients le déplacement vers d'autres wilayas pour des soins", a précisé à l'APS, le même responsable.

Il a dans ce sens déclaré que ces recrutements concernent la médecine interne, l'ophtalmologie, la néphrologie entre autres, révélant que les autorités locales s'emploient à mettre en place toutes les conditions propices notamment assurer le logement de fonction pour inciter les médecins spécialistes à rallier le secteur à Tébessa.

S'agissant des structures sanitaires en cours de réalisation, M. Belaïd a fait savoir que que les travaux se poursuivent à un "bon rythme" au niveau de 5 polycliniques à travers plusieurs communes, révélant l'achèvement des travaux de restauration du service des urgences de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) mère- enfant "Khalid Abdelaziz" au chef lieu de wilaya qui sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours".

Dans un autre contexte, M. Belaïd a rappelé que le secteur de la santé avait bénéficié au cours de la semaine dernière d'une ambulance médicalisée destinée à l'hôpital Mohamed Chebouki de Cherea, un don d'un investisseur privé.

## UNIVERSITÉ ALI LOUNICI DE BLIDA

### Des visioconférences sur la manière d'aborder la crise du Covid-19

L'université Ali Lounici d'El Affroune, à l'ouest de Blida, a programmé une série de visioconférences relatives à la manière d'aborder la crise sanitaire que traverse le pays en raison de la pandémie du Covid-19, indique-t-on mardi dans un communiqué émanant de cet établissement de l'enseignement supérieur.

L'animation des visioconférences, en cette conjoncture sanitaire que vit, à l'instar de nombreuses autres wilayas du pays, a pour objectif d'"examiner la manière d'aborder cette crise, ses effets et conséquences et la façon pour les personnes, les entreprises et la société en général, d'exploiter, au mieux, leurs ressources pour se réorganiser", est-il ajouté dans le même document.

La première visioconférence, programmée pour demain mercredi, à partir de 16H00, sur le lien <http://meet.google.com/nfz-gajz-odj>, abordera le sujet du "Corona": de la gestion de la crise au contexte de la réorganisation, un concept multidisciplinaire".

Elle sera animée par des universitaires qui débattront de plusieurs sujets en relation avec la pandémie du nouveau coronavirus, dont "les mécanismes psychologiques des individus face à la crise du Covid-19" et "gestion des crises à l'ombre de la pandémie du Coronavirus, lecture académique".

Le communiqué a fait état, par ailleurs, de la soutenance de la première thèse de Doctorat, depuis la déclaration de la crise sanitaire du Covid-19, programmée jeudi à 9H30Mn au niveau du département des sciences commerciales-marketing, de la faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de la gestion sous le titre "Impact du sport sur l'image de l'entreprise, présence directe et indirecte de l'événement sportif".

La soutenance de cette thèse ne se fera pas publique et se fera en présence du seul candidat et des membres du jury, avec la prise de mesures de prévention strictes concernant notamment le port de la bavette, le respect de la distanciation sociale et l'interdiction d'une quelconque cérémonie.

## CORONAVIRUS

## 117 nouveaux cas, 152 guérisons et 9 décès durant les dernières 24h

Cent-dix-sept (117) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 152 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total de cas confirmés s'élève ainsi à 10382, soit 23,6 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 724, alors que le nombre des patients guéris passe à 6951, a précisé M. Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie du Covid-19.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Bouira (2 cas), Alger (2), Annaba (1), Jijel (1), Biskra (1), Laghouat (1) et El-Oued (1), a ajouté M. Fourar, notant que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 66% du total des cas de décès. En outre, 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, alors que 13 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures.

Par ailleurs, le nombre



de patients ayant bénéficié du protocole de traitement en vigueur s'élève à 20578, comprenant 8967 cas confirmés selon les tests virologiques (PCR) et 11611 cas suspects selon des indications de l'imagerie et du

scanner, a poursuivi M. Fourar, précisant que 39 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente, de res-

pecter strictement les conditions d'hygiène, de la distanciation sociale, du confinement ainsi que de porter obligatoirement le masque, en toutes circonstances, afin d'endiguer la pandémie.

## ALGÉRIE - MAURITANIE

## Lutte contre le Covid-19 : une importante délégation algérienne se rend en Mauritanie

Une importante délégation algérienne, présidée par le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, s'est rendue dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, dans le cadre de l'échange d'informations concernant la lutte contre la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

La délégation, présidée par M. Boukadoum, est composée du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M. Abderrahmane Benbouzid, du ministre du Commerce, M. Kamel Rezig, du ministre des Finances, M. Abderrahmane Raouya, ainsi que du



directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (ALDEC), M. Mohamed Chafik Mesbah.

La visite de la délégation algérienne a pour objectif également de relancer la coopération algéro-mauritanienne dans tous les domaines et l'échange d'informations sur la lutte contre la Covid-19.

Cette visite traduit la volonté des chefs d'Etat des deux pays de renforcer les liens de coopération au bénéfice des peuples frères algérien et mauritanien et de la région.

## LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

## Lancement d'un concours national au profit de porteurs de projets innovants

Un appel national destiné à tous les porteurs de projets proposant des solutions innovantes pouvant apporter de l'aide dans l'un des secteurs touchés par la pandémie du Covid-19 a été lancé mardi à Alger à l'initiative du programme "Algeria start-up challenge", a-t-on appris auprès de l'organisateur.

Parrainée par le ministre délégué des start-up, cette compétition, deuxième édition du genre, a pour objectif d'auditionner des porteurs de projets proposant des solutions inhérentes notamment aux secteurs de la logistique liée aux institutions hospitalières et au traitement des patients, au E-learning, à la sensibilisation pour contenir la propagation de la COVID-19 et

à l'hygiène publique.

Sont concernés également les détenteurs de projets abordant la téléconsultation, le divertissement en post-confinement et l'adaptation du télétravail au service de l'économie, a expliqué à l'APS, Rym Dallal Zamouche, responsable en charge des relations avec les médias.

Selon les initiateurs de cette compétition, d'autres modules pourront être proposés par les porteurs d'idées en adéquation avec le thème du concours. A cet effet, les personnes désirant participer à cette compétition intitulée "#CORONHACKATON - Post Covid" sont invitées à s'inscrire sur le lien communiqué sur la page facebook de "Algeria Sart up

Challenge". Ayant pour ambition de mettre à contribution des porteurs d'idées innovantes afin de trouver des alternatives aux répercussions dues à la pandémie, la sélection des projets en question sera du ressort d'un jury composé de spécialistes du domaine soutenus par les experts du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), du Centre de développement de technologies avancées (CDTA) et de l'incubateur Capcowork. Quant aux auditions des personnes sélectionnées, elles débuteront le 14 juin prochain et s'étaleront sur une période de deux semaines en fonction du nombre de participants. Après cette phase, les porteurs de projets choisis seront accompa-

gnés par des techniciens et des spécialistes pour la concrétisation et la mise en place de la solution ainsi que pour la présentation des solutions adéquates aux institutions compétentes.

En mars dernier, lors de la première édition de ce concours, lancée à Constantine en présence du ministre de la Micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance, Yacine Djeridene, Algeria a start-up challenge avait pu recenser plus de 34 projets qui répondaient à des problématiques liées au Covid-19 et Post-Covid, dont 9 ont été retenus pour un accompagnement accéléré en vue de les lancer dans les prochains jours.

# P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## BILAN DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE MONDE Au moins 407.914 morts, plus de 7.169.550 cas d'infection

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 407.914 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi à 19H00 GMT.

Plus de 7.169.550 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 3.148.200 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Depuis le comptage réalisé la veille à 19H00 GMT, 3.653 nouveaux décès et 102.424 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès sont le Brésil avec 679 nouveaux morts, les Etats-Unis (604) et le Mexique (354).

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 1.113.752 décès pour 1.968.221 cas. Au moins 518.522 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni avec 40.883



morts pour 289.140 cas, le Brésil avec 37.134 morts (707.412 cas), l'Italie avec 34.043 morts (235.561 cas), et la France avec 29.296 morts (191.394 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 83 décès pour 100.000 habitants, suivi par le Royaume-Uni (60), l'Espagne (58), l'Italie (56), et la Suède (47).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et

Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 83.043 cas (3 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.351 guérisons.

L'Europe totalisait mardi à 19H00 GMT 184.807 décès pour 2.308.977 cas, les Etats-Unis et le Canada 119.316 décès (2.064.835 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 67.191 décès (1.365.832 cas), l'Asie 20.167 décès (719.876 cas), le Moyen-Orient 10.790 décès (499.044 cas), l'Afrique 5.512

décès (202.345 cas), et l'Océanie 131 décès (8.648 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les bureaux de l'AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En raison de corrections apportées par les autorités ou de publications tardives des données, les chiffres d'augmentation sur 24 heures peuvent ne pas correspondre exactement à ceux publiés la veille.

## FRANCE

### Le gouvernement français souhaite mettre fin à l'état d'urgence sanitaire au 10 juillet

Le gouvernement français souhaite mettre fin au 10 juillet à l'état d'urgence sanitaire mis en place fin mars pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, a indiqué mardi soir Matignon en insistant sur "l'évolution à ce stade positive de la situation sanitaire".

"Pour autant, cette sortie de l'état d'urgence sanitaire doit être organisée rigoureusement et progressivement", et le gouvernement présentera donc mercredi au Conseil des ministres un projet de loi qui permettra, pendant quatre mois, de réglementer au besoin l'accès aux transports, de limiter ou d'interdire certains rassemblements et de fermer à nouveau certains établissements accueillant du public.

"Ces dispositions n'autoriseraient en revanche pas le retour au confinement strict", tel que celui mis en place à partir du 17 mars afin de freiner l'épidémie, au prix d'un arrêt brutal de l'économie, ont précisé les services du Premier ministre Edouard Philippe.

L'état d'urgence sanitaire, en

vigueur depuis le 24 mars, avait été prolongé après deux mois jusqu'au 10 juillet. Il "doit demeurer un régime d'exception", insiste Matignon.

Le gouvernement ne souhaite donc pas le prolonger une deuxième fois.

Mais le texte présenté mercredi "laisse à la disposition du Premier ministre une partie de ses outils, pour une durée de quatre mois" à compter du 10 juillet si jamais l'épidémie, aujourd'hui jugée "sous contrôle" par le Conseil scientifique, connaissait un rebond.

Parmi ces outils figurent "la possibilité de réglementer l'accès aux moyens de transport et les conditions de leur usage (obligation de porte du masque), la possibilité d'ordonner la fermeture provisoire et de réglementer l'ouverture d'une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public" ou encore la possibilité "de limiter ou d'interdire les rassemblements sur la voie publique ainsi que les réunions de toute nature". La sortie de l'état d'ur-

gence sanitaire "serait ainsi organisée de façon progressive, sous le contrôle du Parlement qui serait informé, dans les mêmes conditions que pendant l'état d'urgence sanitaire, des mesures prises par le Gouvernement", précise Matignon.

Si une aggravation générale ou localisée de la situation devait justifier des mesures plus restrictives de liberté, le gouvernement devrait alors recourir à nouveau à l'état d'urgence sanitaire, lequel pourrait être remis en vigueur, sur tout ou partie du territoire, par un décret en Conseil des ministres.

Le nombre de cas graves du Covid-19 nécessitant une hospitalisation en réanimation est repassé sous la barre des 1.000, avec 955 malades, contre plus de 7.000 à son pic début avril, selon le dernier bilan communiqué mardi. La France a enregistré 87 décès supplémentaires liés au Covid-19, dont 53 dans les hôpitaux, portant à 29.296 le nombre total de morts depuis le début de l'épidémie.

## France : 87 nouveaux décès dus au coronavirus

La France a enregistré 87 nouveaux décès dus au coronavirus au cours des dernières 24 heures, ce qui porte le bilan de l'épidémie à 29.296 morts depuis le 1er mars, montrent les chiffres diffusés mardi par la direction générale de la santé.

Ce bilan se répartit entre

18.912 décès dans les hôpitaux (+53) et 10.384 (+34) dans les Ehpad et autres établissements sociaux et médico-sociaux dont les données n'avaient pas réactualisées depuis le 2 juin. Le nombre de personnes hospitalisées pour une infection au COVID-19 continue de dimi-

nuer, à 11.961 patients, contre 12.315 lundi, soit 354 de moins en 24 heures. Le nombre de cas graves en réanimation, en recul constant depuis deux mois, poursuit également sa baisse et passe sous le millier, à 955 cas contre 1.024 lundi (-69). Il faut remonter au 18 mars pour retrouver un bilan

quotidien faisant état de patients moins nombreux en réanimation (931). Pour ce qui est des contaminations, l'Agence Santé publique France fait état mardi soir de 403 cas confirmés supplémentaires pour un total de 154.591 depuis le début de l'épidémie.

## USA

### Un peu plus de 800 morts en 24h

Le nouveau coronavirus a causé 819 décès supplémentaires en 24 heures aux Etats-Unis, selon le comptage à 20H30 mardi (00H30 GMT mercredi) de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

Le nombre total de morts liés au Covid-19 dans le pays est de 111.750, et près de deux millions de cas ont par ailleurs été recensés, d'après les chiffres de l'université actualisés en continu. Les Etats-Unis sont, en valeur absolue, de loin le pays le plus touché par la pandémie, tant en nombre de décès que de cas diagnostiqués. Quelque 518.000 personnes y sont déclarées guéries.

Depuis deux semaines, les bilans journaliers sont majoritairement repassés en dessous des 1.000 morts, après avoir atteint jusqu'à un plus haut de plus de 3.000 morts en 24 heures mi-avril. Mais le pays continue à enregistrer autour de 20.000 nouveaux cas de coronavirus chaque jour, et peine à redescendre de ce plateau.

Les régions moins urbanisées, le Midwest, le Sud et une partie de l'Ouest, ont en partie pris le relais, en termes de nouvelles infections, des cinq Etats du Nord-Est où l'épidémie était auparavant la plus vive, et où la moitié des morts américains du Covid-19 ont été enregistrés (du New Jersey au Massachusetts, avec New York au milieu).

Selon une moyenne de onze modèles épidémiologiques réalisés par des chercheurs de l'université du Massachusetts, le nombre de décès du Covid-19 devrait avoisiner les 130.000 morts dans le pays d'ici le 4 juillet, jour de la fête nationale américaine.

### Au moins 28 Etats américains ne suivent pas les directives du CDC

Au moins 28 Etats américains ne suivent pas les directives du Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC) en matière de déclaration des nouveaux cas de Covid-19, a rapporté mardi la chaîne CNN. Ces Etats "ne rapportent pas de cas probables", selon le décompte quotidien des cas figurant sur le site du CDC. Les cas probables sont ceux dans lesquels un patient soit répond aux "critères cliniques" et aux "preuves épidémiologiques" d'une infection mais n'a pas été testé pour la Covid-19, soit répond à l'un de ces critères avec des "preuves présomptives de laboratoire" ou répond aux "critères des dossiers vitaux" sans avoir été testé, selon le centre de contrôle et de prévention des maladies.

Certains des Etats les plus peuplés, y compris la Californie, la Floride, New York et le Texas, sont parmi ceux qui n'ont pas rapporté de telles données au CDC, selon la même source. Cela intervient alors que 26 Etats connaissent un taux accru ou constant de nouveaux cas, selon CNN. D'après une mise à jour publiée mardi sur le site du CDC, 17.598 nouveaux cas confirmés et 550 décès supplémentaires ont été signalés aux Etats-Unis lundi.

## BRÉSIL

### Plus de 38.000 morts

Le Brésil a enregistré 1.272 nouveaux décès dus au coronavirus (Covid-19) en 24 heures portant le total des morts à 38.406, ont annoncé mardi les autorités sanitaires. Les nouvelles contaminations s'élèvent à 32.091, deuxième nombre le plus élevé depuis le début de la pandémie, pour un total de 739.503, selon les données officielles du ministère de la Santé.

Mais les experts estiment que le nombre de cas pourrait être jusqu'à 15 fois plus élevé en raison de l'absence de dépistage massif dans ce pays de 210 millions d'habitants. Le Brésil est le deuxième pays en nombre de personnes infectées. Il est le troisième en termes de décès, mais pourrait rapidement occuper la deuxième place, devant le Royaume-Uni (40.883 décès).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché par le Covid-19, avec près de 2 millions de cas et plus de 111.000 décès. Le ministère brésilien de la Santé a repris mardi le modèle de décompte en place jusqu'au 4 juin. Depuis vendredi, le gouvernement avait opéré des changements dans la diffusion des chiffres de la pandémie, livrant ses bilans de plus en plus tard et cessant de communiquer le nombre total de cas et de décès. Ces changements ont suscité une avalanche de critiques et généré des initiatives de calcul parallèles.

Une de ces initiatives, lancée par un consortium des principaux médias du pays s'appuyant sur les données des Secrétariats régionaux de la santé, indique que le Brésil a enregistré 37.840 décès et 719.449 infections.

# ENVIE DE BÉBÉ 6 CHOSES À SAVOIR AVANT DE TOMBER ENCEINTE

*Ca y est, vous êtes prête : vous allez faire un bébé ! Mais avant de démarrer une grossesse, il est important de vous préparer et de faire un bilan avec votre médecin, afin de mettre toutes les chances de votre côté et réduire les risques de retard de croissance intra-utérin.*

## FAITES UN BILAN DE PRÉPARATION DE GROSSESSE

Dès que le décision de faire un bébé est prise, il est important de prendre rendez-vous avec votre médecin ou votre gynécologue pour faire un bilan de préparation de grossesse (également appelé bilan pré-conceptionnel).

Ce rendez-vous est un véritable check-up qui permettra de détecter les éventuels problèmes de santé pouvant entraîner des risques pour vous et votre bébé lors de votre grossesse.

Le médecin va surveiller votre tension artérielle, écouter votre cœur, s'assurer de l'intégrité de votre réseau veineux. Il va également vérifier que vous avez déjà eu la toxoplasmose et la rubéole, deux infections redoutables pour le bébé.

Si ce n'est pas le cas, vous devez être vaccinée contre la rubéole trois mois avant le début de la conception. Et une prise de sang mensuelle pendant la future grossesse permettra de vérifier que vous n'avez pas contracté la toxoplasmose.

## PRENEZ DE BONNES RÉOLUTIONS ALIMENTAIRES

La période des trois premiers mois de grossesse étant déterminante pour la suite de la grossesse, mieux vaut la préparer en amont ! Prenez de bonnes résolutions alimentaires :

- Consommez au moins trois produits laitiers par jour afin de vous constituer un bon capital en calcium avant la grossesse.

- Évitez les sodas et les boissons énergisantes qui contiennent de la caféine et autres additifs pouvant être toxiques pour le fœtus. Et demandez à votre conjoint d'arrêter, lui aussi, les sodas car on sait maintenant qu'ils nuisent à la fertilité.

- Réduisez également votre consommation de caféine : boire deux tasses de café par jour divise par deux les chances de tomber enceinte.

Enfin, c'est le moment de tirer un trait sur les acides gras trans que l'on retrouve dans la boulangerie industrielle, les plats préparés, les margarines... sous le nom de « huile végétale hydrogénée » ou « partiellement hydrogénée », en particulier parce qu'ils augmentent les mauvais cholestérol.



## PENSEZ À LA COMPLÉMENTATION

Ne prenez surtout pas de compléments alimentaires de votre propre chef car une surconsommation de certaines vitamines pourrait être néfaste. Mais un mois avant la conception, demandez à votre médecin de vous prescrire une supplémentation en vitamine B9 (également appelée acide folique) : c'est la seule complémentation qui soit systématique car elle permet de réduire le risque de spina bifida (une malformation liée à une mauvaise fermeture du tube neural). Toutefois, si vous êtes végétarienne, signalez-le à votre médecin car la vitamine B2 se retrouve exclusivement dans les aliments d'origine animale. C'est pourquoi un apport régulier et supplémentaire de B2 vous sera probablement prescrit pour permettre l'augmentation du volume sanguin et les multiplications cellulaires construisant l'enfant.

## PRENEZ SOIN DE VOTRE SANTÉ

Chaque année en France, on dénombre 160 000 grossesses pathologiques, responsables d'un handicap sur deux de l'enfant. La principale cause de ces grossesses pathologiques est un placenta qui ne fonctionne pas à plein régime en raison d'une mauvaise vascularisation. C'est pourquoi il est important de faire le point avec votre médecin sur les pathologies dont vous avez souffert avant la grossesse et sur vos habitudes de vie.

L'alcool, le tabac et les diverses drogues sont, bien évidemment, à proscrire pendant la grossesse. Mais ces substances toxiques sont à éviter également avant de tomber enceinte car elles agissent sur la fertilité. L'alcool risque de perturber le processus d'ovulation et le tabac diminue la réserve ovarienne et la vascularisation de l'utérus, ce qui affecte les chances d'implantation de

l'embryon. Quant aux drogues, toutes possèdent des effets néfastes sur le fœtus : malformations, retard de croissance, troubles neurologiques, troubles du comportement... Il est donc indispensable que vous en parliez à votre médecin pour bénéficier d'un suivi spécifique.

## PENSEZ AUX MÉDECINES ALTERNATIVES

Dans cette période d'avant la conception, il est important d'être dans un état psychologique le plus serein possible afin d'affronter la future grossesse sans stress : les hormones du stress gênent la nidation et diminuent les chances d'être enceinte.

L'acupuncture, par exemple, qui consiste à piquer des points spécifiques du corps avec des aiguilles stériles très minces, permet de bien préparer son corps avant un projet de grossesse car elle permet d'accéder à l'énergie des méridiens et d'augmenter les chances d'implantation de l'embryon.

L'homéopathie, amplement utilisée dans le cadre de la fertilité, est indiquée pour réguler les cycles menstruels, pour préparer les suites d'une fausse couche, ou plus simplement pour lutter contre le stress.

Enfin, la réflexologie plantaire, en stimulant les terminaisons nerveuses au niveau du pied, peut traiter l'irrégularité des cycles, l'absence d'ovulation, l'endométriose et le stress.

## NE TARDEZ PAS À DÉCLARER VOTRE GROSSESSE

Ces dernières années, le pourcentage de femmes qui ont déclaré leur grossesse après le 1er trimestre de grossesse n'a cessé d'augmenter, passant de 4,9% à 7,8%. Or, ce retard du début de la surveillance prénatale menace la santé de la mère et de l'enfant, car certains retards de croissance intra-utérin sont alors détectés trop tardivement.

Soyez ponctuelle également pour l'échographie du premier trimestre qui doit être réalisée à une date bien précise qu'il est important de respecter (entre 11 et 13 semaines d'aménorrhée).

Cette échographie est importante car elle permet de dépister d'éventuelles anomalies ou malformations.

## LE MOMENT IDÉAL POUR TOMBER ENCEINTE

Des chercheurs hollandais ont créé une calculatrice de fertilité capable de déterminer le moment propice pour tomber enceinte. Résultat : pour maximiser leurs chances d'avoir trois bébés, les femmes devraient essayer de tomber enceinte dès l'âge de 23 ans.

Une nouvelle étude met en garde contre la grossesse tardive. Les chercheurs de l'université d'Erasmus à Rotterdam ont col-

lecté les données de 58 000 femmes afin de créer une calculatrice de fertilité censée indiquer l'âge propice pour tomber enceinte. La calculatrice tient compte des critères tels que le nombre d'enfants qu'une femme voudrait avoir, et si elle souhaite les avoir naturellement ou avec l'aide d'une fécondation in vitro (FIV). Un tableau a été imaginé permettant de mettre l'âge conseillé pour commencer à es-

sayer de tomber enceinte pour avoir 90%, 75% ou 50% de chances de l'être. Par exemple, une femme qui commence à 23 ans aurait 90% de chances d'avoir trois enfants. À l'âge de 35 ans, ses chances d'avoir trois enfants sont déjà réduites à 50%.

Tomber enceinte, reste toujours possible pour les femmes dans la quarantaine, bien que leurs chances soient réduites à 50%. Mais cette calculatrice de

fertilité n'est destinée qu'à aider les femmes à décider quand elles voudraient commencer à fonder une famille. Elle ne donne pas de réponse individualisée. Un co-auteur de l'étude, le Professeur Dik Habbeema, explique au journal britannique *The New Scientist*, qu'on ne peut oublier que d'autres facteurs influencent la décision d'avoir un bébé chez une femme tels que sa carrière, sa relation, et ses revenus potentiels.

Selon les experts, le tableau devrait être présenté dans les lycées et les universités pour sensibiliser les étudiants aux réalités de la fertilité. « On n'a pas de machine à voyager dans le temps pour mettre les gens dedans. Tout le monde pense qu'on peut attendre, mais [notre tableau] prouve le contraire », conclut un New Scientist Allan Pacey, professeur d'andrologie à l'université de Sheffield au Royaume Uni.



## CRISE LIBYENNE

## Les Européens appellent "instamment" les parties en Libye à un cessez-le-feu

Le Haut représentant de l'Union européenne et les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et de l'Italie ont appelé "instamment" mardi les protagonistes du conflit libyen à un cessez-le-feu, a indiqué la diplomatie française.

Les signataires "appellent instamment toutes les parties libyennes et internationales à faire cesser de manière effective et immédiate toutes les opérations militaires et à s'engager de façon constructive dans les négociations", indique le communiqué envoyé par la diplomatie française.

"Ces efforts doivent conduire toutes les parties à s'entendre rapidement (...) sur un accord de cessez-le-feu prévoyant notamment le retrait de toutes les régions de Libye de l'ensemble des forces étrangères, des mercenaires et des équipements militaires livrés en violation de l'embargo sur les armes des Nations unies", poursuit le texte.

Il exhorte aussi les belligérants à "prendre part de manière constructive à tous les volets du dialogue inter-libyen mené sous l'égide des Nations unies, afin d'avancer vers un accord politique global dans le cadre des paramètres agréés à Berlin".

Le 19 janvier, les principaux pays concernés avait promis de respecter l'embargo sur les armes et de ne plus interférer dans les affaires intérieures libyennes, à l'issue d'un sommet à Berlin.

Mais les affrontements font rage entre le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et les forces du Maréchal Khalifa Haftar. Le pays est en proie au chaos depuis la chute de Kadhafi en 2011.

Depuis avril 2019, le conflit a fait des centaines de morts, dont de nombreux civils, et poussé plus de 200.000 personnes à fuir leur domicile.

La mission de l'ONU (Manul) a affirmé dimanche que plus de 16.000 personnes avaient été déplacées du fait des derniers combats.

## TUNISIE

## La motion demandant au gouvernement français de présenter des excuses non adoptée par le parlement

La séance plénière de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) n'a pas adopté, mardi, le projet de la motion présentée par le groupe Al Karama et appelant le gouvernement français à présenter des excuses au peuple tunisien pour les crimes commis pendant et après la colonisation vu la non obtention du nombre de voix requis, soit 109 voix.

Après son amendement, la motion a été votée avec 77 voix pour, 5 voix contre et l'abstention de 46 députés.

La plupart des députés des différents groupes et ceux indépendants ont souligné lors de leurs interventions la nécessité pour la France de présenter ses excuses au gouvernement tunisien pour la période de colonisation mais leurs avis ont divergé concernant le vote pour cette motion, certains d'entre eux ayant porté leur appui à cette dernière alors que d'autres ont fait savoir que leur position à ce sujet dépend de l'amendement de ladite motion et sa présentation au président de la République.

Dans sa réponse aux interventions des députés le président du groupe Al Karama Seifeddine Makhlouf a rappelé que le contenu de la motion proposée figurait parmi les points du programme d'AL Karama, faisant remarquer que la constitution n'évoque pas de distinction entre les pouvoirs exécutif et législatif concernant la politique extérieure. Et de poursuivre que le projet de la motion a été présenté aux présidents de la République et du gouvernement. Il a précisé que si le texte stipule que les excuses doivent comprendre les crimes commis à l'encontre de la Tunisie au cours de la période 1881-mai 1964 ne signifie pas la non reconnaissance de la date de l'indépendance de la Tunisie en mars 1956, mais en raison de la poursuite de la colonisation jusqu'au 15 octobre 1963 et l'occupation de la Tunisie par les colons jusqu'au 12 mai 1964. Il a estimé que la présentation de la motion a trop tardé surtout qu'elle vient rendre justice à tous les combattants, soulignant qu'elle constitue "un sujet de fierté".

APS

SAHARA OCCIDENTAL  
Cyril Ramaphosa : "l'arrogance et le racisme du Maroc entravent l'indépendance du Sahara occidental"

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a estimé que l'accession à l'indépendance du Sahara occidental était "entravée par l'arrogance et le racisme du Maroc".

Dans un discours qu'il a prononcé à l'occasion du lancement d'une "initiative anti-racisme" par les partis politiques sud-africains, Cyril Ramaphosa président du Congrès national africain (ANC), a soutenu que "c'est ce mélange toxique d'intérêt chauvin et économique, et l'arrogance des ethnies raciales et supériorité nationale qui fait obstacle à la réalisation de l'indépendance du Sahara occidental".

Il a en outre estimé qu'il était "nécessaire de reconnaître que le racisme et les formes d'intolérance qui y sont associées ne se trouvent pas seulement dans le comportement des individus, ils imprègnent les institutions, les communautés et les sociétés, et ils se manifestent au XXIe siècle de nombreuses autres manières". A cet égard, il



a estimé que "le racisme est l'un des éléments fondamentaux de l'esclavage moderne, qui limite de nombreuses personnes au travail forcé et à la servitude. Elle persiste dans les atrocités commises par des peuples du monde entier, comme en témoignent par exemple le gé-

nocide rwandais, le nettoyage ethnique en Bosnie et, plus récemment, la persécution des Rohingyas en Birmanie". L'ANC et ses partenaires de l'Alliance ont lancé vendredi une initiative contre le racisme, dirigée par le président de l'ANC, Cyril Ramaphosa. Le lancement

intervient dans un tumulte international et des protestations suite à la mort tragique aux Etats-Unis de George Floyd, tué le 25 mai à Minneapolis lors de son interpellation par un policier blanc, Derek Chauvin, qui a comparu devant la justice lundi, inculpé de meurtre.

44<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT D'EL OUALI MUSTAPHA SAYED  
Hommage à l'"architecte des tournants décisifs" de la cause sahraouie

Le peuple sahraoui a commémoré mardi le 44e anniversaire de la mort d'El Ouali Mustapha Sayed, pour se souvenir de l'héritage de l'"architecte des tournants décisifs" ayant marqué sa lutte pour la libération du Sahara occidental occupé par le Maroc depuis 1975.

Les Sahraouis (peuple et responsables), ont rendu hommage à l'un des principaux fondateurs et dirigeants du Front Polisario, El Ouali Mustapha Sayed, décédé au champ d'honneur, le 9 juin 1976.

En sa mémoire, cette date a été déclarée "Journée des martyrs", une fête qui honore la mémoire de tous les Sahraouis tombés au champ d'honneur pour l'indépendance du Sahara occidental, occupé par le Maroc, soutenu par la France.

Le 27 février 1976, le dernier soldat espagnol a quitté le Sahara occidental et le même jour dans la ville de Bir Lehlu, El Ouali a proclamé au nom du Front Polisario la République arabe sahraoui démocratique (RASD), dont il assurera la présidence jusqu'à son décès.

Dans un discours prononcé à l'occasion, le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali a énuméré les qualités de "ce symbole patriotique immortel, fils du peuple fidèle et juste, l'homme de génie, de la pensée perspicace, de la capacité extraordinaire d'initier et d'exploiter des opportunités".

Il était, "le combattant audacieux qui ne craint pas les difficultés et défis quelle que soit leur taille", tel a été décrit par le président Ghali qui salue "un chef courageux, politicien avec un large horizon, professeur accompli, orateur éloquent

qui a réussi à communiquer son message et à persuader le destinataire".

Ce fut, pour le Président sahraoui, "un honneur de partager les débuts difficiles de l'héros, (...) et ses orientations découlant d'une compréhension profonde de la société, de sa culture et de sa mentalité, et d'une large connaissance de l'histoire et de la réalité de la région et du monde".

## La liste des martyrs restera ouverte jusqu'à ce que le peuple sahraoui atteigne ses objectifs

En dépit du contexte d'alors qui se distingue par la "quasi-inexistence des possibilités", et malgré que les circonstances nationales, régionales et internationales étaient "compliquées" et "peu claires", le premier martyr de la cause sahraouie "ne croyait pas à l'impossible, devant la clarté de la vérité, la fermeté de la foi, la sincérité de la volonté, la fermeté de la détermination (...)", souligne le Président Ghali.

Cette journée nationale, ne passera pas, soutient-il, sans mentionner que "les mots, les expressions et les descriptions de ce monde ne remplissent pas son droit, car nous sommes devant une personnalité unique, qui va au-delà de la classification et de l'évaluation ordinaire".

Il incarne pour lui, "l'architecte des tournants décisifs" marquant la cause sahraoui.

Son nom est indissociable de



la fondation du Front Polisario, le pionnier de la lutte nationale, à la déclaration d'unité nationale, jusqu'à la création de l'Etat sahraoui, rappelle encore le Chef de l'Etat sahraoui. Pour le secrétaire général du Front Polisario, toutes les occasions nationales méritent d'être commémorées et célébrées, mais la journée des martyrs "n'est pas comme tous les jours, et mérite une commémoration distincte et exceptionnelle digne, non seulement de leur statut, mais aussi des connotations profondes riches qu'elle porte".

"La liste des martyrs est longue, et elle restera ouverte jusqu'à ce que notre peuple atteigne ses objectifs de liberté et l'établissement de son Etat indépendant sur l'ensemble de son territoire national", ajoute-t-il encore.

Le chemin des martyrs est "la lampe qui éclaire le chemin des masses pour arracher leurs droits.

Les martyrs sont l'exemple et le phare pour toute la société et, en particulier, pour les jeunes et les jeunes générations qui devraient s'inspirer des leçons et des leçons de l'histoire de ces héros", conclut-il.

## PALESTINE

## La Palestine salue le rejet par l'Arabie saoudite du plan d'annexion israélien

La présidence palestinienne a salué mardi la position de l'Arabie Saoudite consistant à rejeter le plan israélien d'annexion de terres en Cisjordanie, a rapporté l'agence de presse officielle Wafa.

La présidence palestinienne a déclaré que le conseil des ministres de l'Arabie Saoudite "a réaffirmé aujourd'hui ses positions inébranlables sur la question palestinienne, rejetant dans un communiqué les plans d'Israël visant à annexer de grandes parties de la Cisjordanie occupée". Le 21 mai, le ministère saoudien des Affaires étrangères a publié un communiqué exprimant son rejet officiel du plan israélien d'annexer des parties de la Cisjordanie occupée, selon une dépêche publiée par l'Agence de presse saoudienne (SPA).



## CHINE - UE

## La Chine et l'UE conviennent d'améliorer leurs relations lors du 10e dialogue stratégique de haut niveau

La Chine et l'Union européenne (UE) ont convenu, au cours de leur 10e cycle de dialogue stratégique de haut niveau tenu mardi, de développer des relations plus étroites sur un large éventail de questions, rapporte l'agence Chine Nouvelle.

Le dialogue, organisé par liaison vidéo, a été co-présidé par le Conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de Chine, Wang Yi, et Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Alors que la coopération et le consensus l'emportent toujours sur la concurrence et les différences, la Chine et l'UE sont des partenaires globaux, stratégiques et de long terme, a déclaré Wang Yi, appelant les deux parties à considérer

le 45e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques comme un nouveau point de départ pour développer des relations plus étroites.

Il a exhorté les deux parties à faire progresser leurs relations pendant la période postpandémique, à promouvoir les échanges de haut niveau et à bien se préparer pour le sommet Chine-UE et la réunion des dirigeants Chine-UE.

Mettant l'accent sur l'importance de la communication et de la coordination en matière de politique macroéconomique, M. Wang a appelé à l'ouverture dans la coopération et à l'achèvement comme prévu des négociations sur les accords d'investissements bilatéraux.

Il a émis le souhait de voir les deux parties consolider leur consensus sur

la sauvegarde du multilatéralisme et l'approfondissement de la coopération dans les cadres multilatéraux, dont les Nations unies.

M. Wang a également "réitéré le principe et la position du gouvernement chinois sur les affaires de Hong Kong". M. Borrell a pour sa part indiqué que l'UE nourrit de grandes attentes quant à ses relations avec la Chine et qu'elle ferait des efforts pour assurer des relations plus étroites.

Tant l'UE que la Chine soutiennent fermement le multilatéralisme, a-t-il noté, ajoutant que l'UE appréciait la participation active de la Chine dans la coopération internationale. Les deux parties ont également eu des échanges de vues approfondis sur les questions d'intérêts communs.

## ETATS-UNIS

## Un Afro-américain nommé plus haut gradé de l'US Air Force

Le Congrès américain a approuvé mardi à l'unanimité la nomination d'un aviateur afro-américain, le général Charles Brown Jr., comme plus haut gradé de l'US Air Force, alors que le débat sur les discriminations raciales aux Etats-Unis a gagné les forces armées.

Le général Brown devient ainsi le premier Noir américain à occuper le poste de chef d'état-major d'une des six branches de l'armée amé-

ricaine (US Air Force, US Navy, armée de Terre, Space Force, corps des Marines, garde-côtes).

Il est aussi le deuxième Afro-Américain à siéger à l'état-major américain après le général Colin Powell, qui en avait été le chef de 1989 à 1993.

Officier de l'US Air Force depuis 1984, le général Brown est un pilote de F-16 et totalise 2.900 heures de vol, dont 130 au combat, selon sa biogra-

phie officielle. Le président Donald Trump a salué cette nomination dans un tweet.

"Un jour historique pour l'Amérique! Très content de coopérer encore plus étroitement avec le général Brown, qui est un patriote et un excellent leader!", a-t-il écrit.

La semaine dernière, le général Brown avait témoigné dans une vidéo émise avant des difficultés qu'il avait rencontré dans sa carrière

militaire à cause de la couleur de sa peau, racontant que son expérience "ne chantait pas toujours liberté et égalité".

Il y racontait qu'il était souvent "le seul Afro-Américain de (son) escadron, et en tant qu'officier supérieur, le seul Afro-Américain dans la pièce" et "alors que je portais la même combinaison de vol et les mêmes insignes que mes collègues, on me demandait si j'étais un pilote".

## USA - RACISME

## Trump n'a "pas eu un mot" pour le calvaire de George Floyd, accuse le pasteur Al Sharpton

Le président américain Donald Trump n'a "pas eu un mot" pour le calvaire de George Floyd, a accusé le révérend Al Sharpton lors des obsèques, mardi au Texas, de cet Afro-Américain tué par un policier blanc.

"Le président a parlé d'appeler les militaires en renfort" pour ramener le calme dans les villes secouées par des violences à la suite de ce drame, a relevé cette figure de la lutte pour les droits civiques.

"Mais il n'a pas eu un mot pour les 8 minutes et 46 secondes de ce meurtre policier", a-t-il ajouté en référence au temps pendant lequel le policier Derek

Chauvin a appuyé son genou sur le cou de George Floyd lors de son interpellation à Minneapolis le 25 mai.

"Le message transmis, c'est que, si vous êtes dans les forces de l'ordre, la loi ne s'applique pas à vous", a poursuivi Al Sharpton dans un éloge funèbre aux accents enflammés dans une église de Houston. Donald Trump a annoncé le 29 mai avoir parlé avec la famille de George Floyd, mort quatre jours plus tôt.

"Je comprends la douleur", avait-il alors déclaré. "La famille de George a droit à la justice". "Les habitants du Minnesota ont droit à la sécurité", avait-

il encore dit en évoquant les débordements qui avaient éclaté au début du mouvement contre le racisme et les brutalités policières. Le président républicain, qui briguera un second mandat en novembre, campe depuis sur un discours de fermeté, promettant de faire respecter "la loi et l'ordre". Il a cependant appelé à plusieurs reprises sur Twitter à ne pas salir la "mémoire" de George Floyd, affirmant que les "groupes organisés" à l'origine selon lui des débordements n'avaient "rien à voir" avec l'Afro-Américain de 46 ans, dont il a qualifié la mort de "très triste" et "tragique".

## FRANCE

## Nouveaux rassemblements contre le racisme et les violences policières dans plusieurs grandes villes

Des rassemblements contre le racisme et les violences policières ont été à nouveau organisés mardi à Paris et dans plusieurs villes de province.

Cette nouvelle mobilisation intervient au lendemain des annonces du gouvernement qui a réclamé la "tolérance zéro contre le racisme" chez les forces de l'ordre en France. Des milliers de personnes ont pour une nouvelle fois manifesté ce mardi à Paris, Bordeaux, Lille, Dijon et Grenoble contre le racisme et les violences policières, un sujet au centre de l'actualité en France depuis la mort de l'Afro-Américain George Floyd aux Etats-Unis. A Paris, plusieurs personnes se sont rassemblées à l'Place de la République sur l'invitation de l'association SOS Racisme.

Les manifestants, genou sur le sol et le poing levé, ont observé huit minutes quarante-six de silence en hommage à George Floyd, Afro-Américain de 46 ans, mort lors de son interpellation.

La foule massée devant le monument parisien scandé les mêmes slogans lisibles sur les pancartes: "Les vies des noirs comptent", "Non à l'impunité!" ou encore "Pas de justice pas de paix".

Parmi les manifestants figurent les représentants des syndicats proche de la gauche ainsi que plusieurs leaders des partis de gauche, comme Jean-Luc Mélenchon de la France insoumise ou encore Yannick Jadot d'Europe Ecologie-les Verts. Tous ont dénoncé le racisme et les violences policières, notamment en France où le sujet fait débat depuis plusieurs jours.

"Le racisme, ce n'est pas seulement le problème de la police, c'est le problème de la France. On ne gagne rien avec le déni", a déclaré M. Mélenchon en marge du rassemblement parisien, tout en se félicitant du mouvement de "prise de conscience qui se dessine dans le pays".

La question du racisme et des violences policières divise jusque dans l'hémicycle.

Le groupe des députés socialistes a annoncé ce mardi, lors de la séance des questions au gouvernement, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les violences policières.

"La police républicaine doit être exemplaire (...) il y a un malaise profond entre les citoyens et la Police", a déclaré à l'Assemblée nationale le leader du Parti socialiste Olivier Faure. Alors que la droite et l'extrême droite soutiennent le contraire.

"Les forces de l'ordre n'ont rien à se reprocher dans ce pays", a indiqué sur BFMTV le porte parole du Rassemblement national (extrême droite), Sébastien Chénou.

"Dire que la police est raciste est une contre-vérité", a affirmé, pour sa part, le député Les Républicains (droite) Eric Ciotti.

Le gouvernement français tente de calmer les esprits face à la multiplication des rassemblements contre le racisme et les violences policières par des réponses politiques.

Le ministre de l'intérieur Christophe Castaner a annoncé le 8 juin de nouvelles mesures comme l'interdiction de la méthode d'interpellation dite de "l'étranglement", et la suspension systématique en cas de soupçon "avéré" de raciste chez les forces de l'ordre. Pour sa part, le Premier ministre Edouard Philippe a appelé au "respect et à la confiance" mais aussi à "l'exigence" vis-à-vis des forces de l'ordre ce mardi 9 juin lors d'un déplacement dans un commissariat de police à Evry en banlieue parisienne.

## PATRIMOINE

## Installation de M. Abdelkader Dahdouh au poste de directeur général de l'OGEBEC

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a présidé, mardi, la cérémonie d'installation du chercheur en archéologie, Abdelkader Dahdouh au poste de directeur général de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC), indique un communiqué du ministère.

Mme Bendouda a exprimé à l'occasion son souhait de voir le nouveau DG donner un nouveau souffle à l'Office, au vu de ses compétences et ses qualifications scientifiques en matière de patrimoine culturel et de vestiges et sa capacité à rompre avec les modes de gestion qui vont à l'encontre de la réalisation de l'efficience escomptée.

Elle a appelé à "l'exploitation du patrimoine culturel au profit du développement durable en mobilisant l'ensemble des énergies actives".

Pour sa part, M. Dahdouh a indiqué que la gestion de cet office obéira à "une nouvelle politique qui exige l'exploitation du patrimoine archéologique dont les sites archéologiques notamment ceux classés patrimoine mondial pour devenir des ressources économiques à même de renflouer les caisses du trésor public".

M. Dahdouh est professeur et chercheur universitaire spécialisé



en archéologie islamique. Il est également membre de l'instance des archéologues arabes et était directeur du Centre universitaire de Tissemsilt.

## CINÉMA

## Le film "Abou Leïla" au Festival libanais "Maskoon"

Le long métrage de fiction algérien "Abou Leïla" du réalisateur Amine Sidi Boumediene a été sélectionné pour prendre part à l'édition virtuelle du Festival du film fantastique "Maskoon" de Beyrouth (Liban) prévu du 10 au 16 juin, annoncent les organisateurs sur leur site Internet.

Coproduction, algéro-franco-qatarie de 140 mn, "Abou Leïla" revient sur les événements tragiques des années 1990, à travers l'histoire des jeunes Samir joué par Slimane Benouari et Lotfi campé par Lyes Salem qui traquent dans le désert algérien, Abou Leïla, un dangereux terroriste.

"Abou Leïla" explore

l'important impact sur la société de la violence et des traumatismes qui y sont liés.

Programmé 72e Festival de Cannes, en mai 2019, dans la section "Semaine de la critique", "Abou Leïla" est le premier long métrage de Amine Sidi Boumediene, après ses deux courts métrages, "Demain Alger?" et "El Djazira".

Ce film avait également été projeté dans des festivals en Bosnie Herzégovine, en Tunisie, en Belgique, en Italie ou encore en Egypte avant de décrocher récemment le Prix de la critique de l'édition 2020 du Festival du film de Barcelone "D'A" qui s'est déroulé

en version numérique. Pour son rôle dans ce film l'acteur et réalisateur algérien Lyes Salem avait décroché le Prix du meilleur acteur des Journées cinématographiques de Carthage (Jcc) en 2019.

"Abou Leïla" sera diffusé dans le cadre du festival avec des films comme "First Love" (premier amour) de la japonaise Takashi Miike, "Le daim" du Français Quentin Dupieux, "Qu'importe si les bêtes meurent" de la Marocaine Sofia Alaoui ou encore "Memory: The Origins Of Alien" (l'origine des aliens) de l'Américain Alexandre Philippe. Créé en 2016 par l'association culturelle

"Beirut D C", ce festival est considéré comme le seul événement cinématographique d'envergure dans le monde arabe spécialisé dans le film fantastique.

## CINÉMA

## Le film "Reconnaissance" sélectionné au festival "Africlap"

Le long métrage de fiction "Reconnaissance" du réalisateur Salim Hamdi a été sélectionné au 7e Festival "Africlap" prévu dans la ville de Toulouse (France) du 23 au 30 août prochain, a-t-on appris auprès de l'équipe du film.

Premier long métrage de Salim Hamdi, "Reconnaissance", 110mn, se présente sur deux niveaux de narration: le récit d'une moujahida, Yamina, campée par Chafia Boudraâ qui exprime le besoin de transmettre son histoire, et celui de son petit-fils, de sa fiancée et leurs amis, des jeunes pétris de talent et vivant sans grandes perspectives d'avenir.

Comprenant ce besoin de transmission, le petit fils décide de simuler une interview télévisée avec l'aide de ses amis après avoir échoué à obtenir une aide pour réaliser un documentaire sur l'histoire familiale.

Sorti en 2019, ce film compte également dans son casting les talentueux acteurs Malika Belbey, qui campe deux rôles différents à des périodes distinctes de l'histoire, Samir El Hakim et Mustapha Laribi.

Ce film avait remporté le Prix de la meilleure actrice revenu à Malika Belbey au Festival maghrébin du film de Oujda (Maroc) et le Prix du jury du 4e Festival international du cinéma d'Al Qods (Palestine), une manifestation qui avait été lancée simultanément à partir de douze villes arabes dont Alger. Créé en 2014 par l'association "Africlap", ce festival comprend également un volet musical, un marché de l'art et de l'artisanat et des ateliers de formation. Il vise à offrir une vitrine pour le cinéma des pays africains, contribuer à l'émergence de nouveaux talents du continent et de la diaspora, et à développer des projets d'insertion sociale par le cinéma.

## PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE GHARDAIA  
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS  
NIF : 408015000047019

**Projet : Revêtement en enrobé de la liaison  
El Ménéa-Ouargla sur 2,5 km.**

**AVIS D'INFRACTIOSITE  
D'APPEL D'OFFRES  
OUVERT**

Conformément aux dispositions du décret Présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et délégations de services publics, la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Ghardaia rend public que l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° 03/2020 relatif au projet de « Revêtement en enrobé de la liaison El Ménéa-Ouargla sur 2,5 km. », publié dans les journaux (El Wassit El Magharibi le 12/05/2020, DK NEWS le 12/05/2020) est déclaré infructueux, au motif de non réception d'aucun pli.

## USA

## "Black Lives Matter": Beyonce dénonce le sectarisme

La star américaine du hip-hop Beyonce a dénoncé le sectarisme et fait l'éloge des acteurs du changement en relayant les messages du mouvement "Black Lives Matter" dans un discours en ligne à de jeunes diplômés.

La superstar faisait partie des artistes qui ont participé à cette cérémonie virtuelle sur YouTube appelée "Dear Class of 2020" et s'adressant aux diplômés du monde entier.

"Vous êtes arrivés ici au beau milieu d'une crise mondiale, d'une pandémie raciale et de l'expression mondiale de l'indignation face au meurtre insensé d'un autre être humain noir non armé.

Et vous avez quand même réussi. Nous sommes si fiers de vous", a déclaré Beyonce. Mère de trois enfants, l'artiste faisait référence aux manifestations antiracistes aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde, alors que des milliers de personnes descendent quotidiennement dans les rues pour dénoncer la suprématie blanche et la brutalité policière après le décès de George Floyd, un homme noir de 46 ans asphyxié par un

policier blanc lors de son interpellation le 25 mai à Minneapolis, aux Etats-Unis.

"Merci d'avoir utilisé votre voix collective pour faire savoir au monde que la vie des Noirs est importante.

Le vrai changement a commencé avec vous, cette nouvelle génération de diplômés du lycée et de l'université que nous célébrons aujourd'hui", a-t-elle déclaré. L'artiste très populaire a par ailleurs dénoncé le sexisme persistant dans l'industrie de la musique et au-delà.

"En tant que femme, je ne voyais pas assez de modèles de réussite féminine ayant la possibilité de faire ce que j'avais à faire", a-t-elle dit. Beyonce a agrémenté son message qui a enflammé les médias sociaux d'une pensée pour ceux qui se sentent laissés en marge de la société: "Votre homosexualité est belle, votre noirceur est belle, votre compassion, votre compréhension.

Votre combat pour les gens qui peuvent être différents de vous est magnifique", a-t-elle souligné.

APS

DK NEWS

Anep : 2016009369 du 11/06/2020



## EMIRATS ARABES UNIS

# Envoi de la 1<sup>ère</sup> mission arabe vers Mars prévue à la mi-juillet

La première mission arabe en direction de Mars est prévue à la mi-juillet pour étudier l'atmosphère de la planète rouge, selon des responsables émiratis.

Après avoir envoyé un astronaute dans l'espace l'année dernière, les Emirats arabes unis vont lancer le 15 juillet la première sonde arabe en direction de la planète Mars, depuis le Japon.

Les préparations de la "mission Mars des Emirats" (Emirates Mars Mission) sont actuellement dans leur phase finale pour la mise en orbite d'une sonde sans pi-

lote, appelée "Amal" (espoir, en arabe), autour de la planète rouge.

La "mission Mars des Emirats" (Emirates Mars Mission) Along terme, les Emirats envisagent de construire une "Cité des sciences" pour reproduire les conditions environnementales de Mars en vue de l'établissement d'une colonie humaine sur la planète rouge d'ici 2117.



## USA

### Amazon sommé de ne plus soutenir la police avec ses technologies de surveillance

Des associations de lutte contre les inégalités raciales exhortent Amazon de cesser toute collaboration technologique avec la police américaine, alors que les manifestations continuent aux Etats-Unis contre les violences policières et le racisme.

Le géant américain du commerce en ligne, du cloud (informatique à distance) et des technologies "alimente et profite de l'injustice systématique, des inégalités et des violences contre les communautés noires", accuse leur pétition mise en ligne mardi.

Des organisations comme l'American Civil Liberties Union (ACLU) appellent depuis deux ans Amazon à cesser de fournir sa technologie de reconnaissance faciale à la police.

"Amazon a longtemps cherché à être la colonne vertébrale technologique de la police et de l'ICE (police de l'immigration, ndlr) en promouvant activement Amazon Web Services (cloud), son logiciel de reconnaissance faciale (Reko-

gnition) et ses caméras de surveillance (Ring)", détaille le communiqué distribué par Athena, un collectif d'associations qui soulignent les impacts négatifs du groupe, de l'environnement aux conditions de travail.

Les activistes accusent Amazon de "contribuer à la criminalisation des communautés de couleur".

Il y a deux semaines, la mort de George Floyd, un Afro-Américain asphyxié sous le genou d'un policier blanc, a entraîné une vague de colère et d'indignation à travers les Etats-Unis.

Dans la rue et sur les réseaux sociaux, les manifestants exigent notamment des réformes en profondeur de la police et des systèmes de surveillance dont ils estiment qu'ils ciblent les Noirs de façon disproportionnée.

"Le traitement brutal et non équitable des personnes noires dans notre pays doit s'arrêter", a tweeté le groupe, le 31 mai.

"Nous sommes solidaires avec la communauté noire - nos em-

ployés, nos clients et nos partenaires - dans la lutte contre le racisme systémique et l'injustice".

"Les tweets et les donations symboliques ne signifient rien de la part d'une entreprise en connivence avec les agents et institutions du racisme systémique", a réagi Myaisha Hayes, directrice de la stratégie chez MediaJustice, l'une des associations signataires de la pétition.

En octobre dernier, Amazon avait reconnu que "comme toutes les technologies, la reconnaissance faciale (...) peut être mal utilisée" et assuré que ses équipes fournissaient des indications à tous les clients du (logiciel) Rekognition, "y compris les forces de l'ordre, sur la bonne manière de s'en servir".

Lundi, IBM a annoncé suspendre la vente de logiciels de reconnaissance faciale à des fins d'identification et s'est "opposé à l'utilisation de toute technologie à des fins de surveillance de masse, de profilage racial et de violations des droits et libertés humaines de base".

## DÉSINFORMATION

### L'UE va demander des comptes aux géants de l'internet

Bruxelles dévoile mercredi des mesures destinées à lutter contre la désinformation liée au nouveau coronavirus, appelant les géants de l'internet à rendre des comptes.

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et la vice-présidente de la Commission chargée des valeurs et de la transparence, Vera Jourova doivent présenter à la mi-journée ce plan qui, selon eux, promeut aussi le rôle des "fact-checkers" ainsi que le pluralisme et l'indépendance des médias.

Ces mesures s'inscrivent dans la perspective du "Plan d'action pour la démocratie européenne" et du "Digital Services Act", destiné à mieux réguler les géants de la tech, qui doivent être présentés d'ici la fin de l'année par

l'exécutif européen. Selon le texte, l'UE va demander aux plateformes (Facebook, Twitter, Google...) de publier un rapport mensuel sur les actions qu'elles mettent en oeuvre pour lutter contre la désinformation liée au Covid-19. Cette désinformation peut prendre la forme de conseils erronés de prévention (comme boire de l'eau de javel) dangereux pour la santé, de prétendus remèdes miracles, de théories du complot, de discours racistes, de promotion de produits frauduleux, d'arnaques en ligne.

Les plateformes sont appelées à promouvoir les informations des agences de santé nationales et internationales, des autorités européennes ou des Etats membres, ainsi que des

médias professionnels, et à informer leurs utilisateurs des manipulations qu'elles détectent et à agir contre les publicités mensongères.

En 2018, ces géants du net se sont engagés, dans le cadre d'un "code de bonnes pratiques" lancé par l'exécutif européen, à agir contre la diffusion de fausses informations.

Vera Jourova a salué en avril des initiatives annoncées par Facebook et Twitter pour tenter de freiner la contagion d'info en temps de pandémie. Facebook a mis en place un système incitant un utilisateur cliquant sur une publication sur le coronavirus étiquetée comme "dangereuse" à consulter des sources sûres comme le site de l'OMS, et supprimé de nombreux contenus.

Twitter de son côté donne accès aux chercheurs à un flux spécifique de tweets liés au Covid-19 pour les aider dans leurs analyses. Dans la lutte contre la désinformation, la Commission entend promouvoir les activités de recherche et de "fact-checking" (vérification des faits), notamment à travers le nouvel Observatoire européen des médias numériques, qui a reçu un financement de 2,5 millions d'euros.

Cet observatoire, opérationnel depuis le début du mois, est dirigé par l'Institut européen universitaire de Florence (Italie) et regroupe le Centre de technologie d'Athènes, l'université d'Aarhus (Danemark) et l'organisation de fact-checking italienne Pagella Politica.

## USA

### Twitter transforme le jour de l'émancipation de l'esclavage en jour férié

Le patron de Twitter Jack Dorsey a annoncé mardi que le 19 juin, la fête américaine qui commémore l'abolition de l'esclavage, serait désormais un jour férié aux Etats-Unis pour ses deux sociétés, Twitter et Square, "pour toujours". Ce sera "une journée de célébration, d'éducation et de connexion", a-t-il précisé dans un tweet.

Son annonce intervient alors que les Etats-Unis sont secoués par une vague de manifestations contre le racisme et les violences policières, après la mort de George Floyd, un Américain noir asphyxié par un policier blanc il y a deux semaines. Le 19 juin 1865, le général Gordon Granger a lu la proclamation de l'émancipation à des esclaves afro-américains au Texas, dernier Etat confédéré à avoir libéré les esclaves après la fin de la Guerre de Sécession.

Le "Juneteenth" (contraction de juin et 19 en anglais) est déjà férié au Texas et est commémoré un peu partout dans le pays. "Les pays et régions du monde ont leurs propres dates pour fêter l'émancipation et nous allons travailler à en faire des jours fériés d'entreprise partout où nous sommes présents", a ajouté Jack Dorsey.

De nombreuses entreprises ont indiqué leur soutien aux manifestants, certaines allant jusqu'à faire des dons à des associations ou à reporter des événements marketing par solidarité.

Beauty Bakery, une marque de maquillage fondée par l'Afro-Américaine Cashmere Nicole, a annoncé sur Instagram qu'elle "ne reconnaîtrait plus" le 4 juillet, la fête nationale américaine, qui célèbre la Déclaration d'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Elle fêtera le Juneteenth à la place. "Il est important que nous fassions tout ce qui est notre pouvoir pour démanteler les systèmes mis en place qui ignorent la valeur de la vie", a expliqué la marque. "Nous reconnaitrons la journée où nous sommes TOUS devenus libres."

## JEUX VIDÉO

### Nintendo: 300.000 comptes clients piratés depuis début avril

Le pionnier japonais des jeux vidéo Nintendo estime désormais que 300.000 comptes de clients dans le monde ont été affectés par des piratages depuis début avril, un chiffre presque doublé par rapport à sa première estimation fin avril. A l'époque le groupe avait déjà signalé que 160.000 comptes avaient été piratés.

Il a précisé mardi dans un communiqué avoir découvert que 140.000 comptes supplémentaires étaient aussi affectés.

Parmi les informations qui ont pu être récupérées frauduleusement, Nintendo cite les dates de naissance et adresses mail des clients, mais assure que les coordonnées bancaires ne sont pas concernées.

Les cybercriminels se sont introduits dans le système Nintendo Network ID, qui permet aux joueurs de gérer leurs comptes pour les anciennes consoles Wii U et Nintendo 3DS, pour atteindre Nintendo Accounts, le système utilisé par les joueurs pour réaliser leurs achats sur la boutique en ligne du groupe.

Des achats frauduleux ont ainsi pu être réalisés, mais ils représenteraient une infime portion des transactions, selon le groupe, disant avoir déjà commencé à rembourser les victimes.

"Nous sommes profondément désolés des ennuis et inquiétudes causés aux personnes concernées.

Nous nous efforcerons d'améliorer la sécurité afin de nous assurer que cela ne se reproduise pas", a déclaré Nintendo dans son communiqué.

L'ampleur revue à la hausse de ces piratages ne pesait guère sur le cours de Bourse de Nintendo mercredi: vers 02H00 GMT, son titre grimpaît de 0,68% à 45,510 yens, faisant ainsi mieux que l'indice vedette Nikkei (+0,13% à la même heure). Le groupe sort d'un excellent exercice 2019/20, avec un chiffre d'affaires en progression de 9% et un bénéfice net qui s'est envolé de 33,3% grâce au succès de sa console Switch et la bonne performance des jeux associés. Lancé en mars, son titre "Animal Crossing: New Horizons" a battu des records de vente, porté par la demande de joueurs confinés à cause de la pandémie de coronavirus.





## HALTÉROPHILIE La fédération algérienne prête à reprendre ses activités

La Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH) est "prête" à reprendre ses activités, dès qu'elle aura l'autorisation du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) après le déconfinement progressif, a fait savoir le président de l'instance, Larbi Abdelaoui.

"Reprendre nos activités, avec notamment le championnat d'Algérie au programme, ne pose pas de problème pour nous.

On attend le feu vert du ministère de la Jeunesse et des Sports et l'ouverture des salles de sport, pour nous préparer à tenir notre National", a indiqué à l'APS Abdelaoui, ajoutant que tout le monde a été affecté par la suspension des activités, depuis mars, en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

"Ce virus a freiné et impacté surtout notre travail en prévision des Jeux Olympiques de Tokyo-2020, reportés d'une année pour la même raison.

Au niveau national, la majorité des Régionaux qualificatifs au championnat d'Algérie ont été disputés, il ne restait que le National", a expliqué le président de la FAH.

Toutefois, pour la reprise, la fédération d'haltérophilie doit appliquer le protocole sanitaire, notamment les conditions et précautions décidées par la tutelle.

"On a proposé, dans le dossier remis à la tutelle, une série de mesures de sécurité qu'on est prêt à réunir et respecter", a souligné Larbi Abdelaoui, assurant que la FAH mobilisera le personnel nécessaire tout au long de la semaine consacrée à la compétition devant regrouper un maximum de 200 athlètes (toutes catégories).

"Les athlètes seront auscultés tous les jours par des médecins présents en permanence.

On a prévu 8 plateaux avec la possibilité de réserver à chaque athlète un plateau, avec sa propre barre désinfectée, jusqu'à la fin de sa compétition", a assuré le patron de la FAH, sachant qu'en temps normal, une barre est partagée par trois athlètes.

Pour la salle d'échauffement (indispensable pour la tenue d'une compétition), la fédération implantera aussi 8 plateaux, avec le même dispositif sanitaire et technique que les plateaux principaux.

Interrogé sur la disposition des athlètes de prendre part au National, après plus de trois mois de confinement, le président de la fédération, lui-même ancien athlète, est catégorique : "En principe, les athlètes qualifiés ont maintenu leur forme, avec footing et séances physiques durant l'arrêt.

Partant de là, un autre mois de préparation leur est largement suffisant pour reprendre l'activité.

Ils peuvent, sans problème, enchaîner avec le travail de force (barre), durant la première semaine, avant d'attaquer, lors de la seconde, la charge (travail technique spécifique)".

L'instance fédérale attend la réouverture des salles de sport pour permettre aux athlètes de reprendre les entraînements et se préparer au National.

"Si la reprise des activités sportives est prononcée par la tutelle en ce mois de juin, avec l'ouverture des salles de sport, on peut donner aux athlètes les mois de juillet et août pour accentuer leur préparation et tenir notre National en septembre", selon le même responsable.

APS

## JM ORAN-2022 43 sites sportifs retenus pour les compétitions et les entraînements

Quarante-trois (43) sites sportifs ont été retenus par le comité d'organisation des jeux méditerranéens (JM) en prévision de la 19e édition de cet événement régional prévu à Oran en 2022, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Parmi ces sites, 24 abriteront les compétitions officielles alors que les autres serviront pour la préparation des athlètes des 25 pays attendus pour prendre part à cette manifestation sportive que l'Algérie abrite pour la deuxième fois de l'histoire, a indiqué à l'APS, Sofiane Benchekeur, membre de la commission d'organisation sportive des JM.

Toutes les infrastructures concernées sont implantées dans la wilaya d'Oran, sauf le nouveau stade de Sig (wilaya de Mascara) qui sera bientôt inauguré et dans lequel seront programmées des rencontres de l'épreuve de football, a précisé la même source, qualifiant de "véritable bijou" cet équipement doté d'un terrain en gazon naturel avec une capacité d'accueil de 20.000 places.

Les autres rencontres du tournoi de football auront lieu au niveau du stade de 40.000 places relevant du complexe olympique d'Oran en cours de réalisation, et qui abritera



également les épreuves d'athlétisme, selon l'ancien champion algérien de natation, qui s'est dit au passage impatient de voir le centre nautique en cours de construction au niveau dudit complexe olympique réceptif.

"Il s'agit d'un très important acquis pour la natation oranaise qui souffre le martyre en matière d'infrastructures.

Le centre nautique composé de deux piscines olympiques et d'une troisième semi-olympique, abritera les épreuves de la natation bien

sûr, et aussi de celles du Water-polo", a-t-il fait savoir.

Evoquant les répercussions du report des prochains JM à l'année 2022 alors qu'ils étaient prévus pour 2021, sur le calendrier des compétitions établi par la commission de l'organisation sportive, l'actuel président du club sportif "Bahia Nautique" de natation a assuré "qu'il ne devrait pas y avoir beaucoup de changements au programme par rapport à celui tracé initialement". "On va avancer à la première semaine certaines compétitions pour permettre aux athlètes concernés d'ho-

nerer leurs engagements dans les jeux mondiaux qui débuteront deux jours après la clôture des JM, soit le 7 juillet aux Etats Unis", a-t-il encore souligné.

Prévus pour l'été 2021, les JM ont été reportés à l'année suivante (25 juin-5 juillet 2022) pour cause de la pandémie de Coronavirus (Covid-19).

Mais il s'avère que le mois de juillet 2022 sera chargé de compétitions internationales, à l'image des jeux mondiaux, du championnat du monde de natation et autres, ce qui a obligé la commission d'organisation sportive à apporter des modifications au calendrier de la 19e édition des JM.

Ces modifications devront être adoptées jeudi à l'occasion de la réunion par vidéoconférence entre le comité d'organisation local des JM et la commission de coordination du comité international de ces jeux (CIJM), laquelle réunion était prévue pour lundi avant qu'elle ne soit décalée de trois jours, rappelle-t-on.

## HANDBALL / HBC EL BIAR

### Nassima Amrani opérée avec succès du genou

La handballeuse du HBC El Biar, Nassima Amrani, a été opérée mardi pour mettre fin à un problème récurrent aux ligaments croisés d'un genou, a-t-on appris mercredi de la formation algérienne.

"L'opération s'est très bien passée et nous espérons un prompt rétablissement à notre joueuse", a indiqué le HBCB, sans

préciser la durée exacte de l'indisponibilité d'Amrani. Il est cependant connu qu'une intervention chirurgicale au niveau des ligaments croisés du genou va chercher généralement dans les six mois, incluant la convalescence, la rééducation et la préparation, pour la remise en forme avant le retour à la compétition. Amrani avait

contracté une vilaine blessure au genou en début de saison, lors du match qui avait opposé son équipe au CHB Bachdjerrah. Elle avait commencé par privilégier le repos et les soins, mais constatant au bout de trois mois que ces derniers n'avaient donné aucun résultat probant, elle a décidé de passer sur le billard.

## SPORT / ALGÉRIE

### Le MJS interdit aux fédérations tout changement interne avant les AGE

Le mandat olympique 2017/2020 étant arrivé à terme pour l'ensemble des fédérations sportives algériennes, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a saisi ces instances dans la soirée de lundi pour leur rappeler, en annonçant au passage qu'il est "formellement interdit de procéder à la moindre modification dans leurs règlements intérieurs à l'approche des

assemblées générales électives".

2020 est en effet une année olympique et les bureaux fédéraux constitués en 2017 devront recourir une nouvelle fois aux urnes, soit pour être reconduits, ou alors pour céder la place à de nouveaux élus, qui bénéficieront de la confiance et du soutien des membres de l'assemblée.

Outre les règlements inté-

rieurs, le MJS a formellement interdit aux fédérations de "modifier leurs systèmes de compétition, leurs règlements disciplinaires", ou même de "changer de poste aux cadres techniques" activant en leur sein.

"Il n'est pas permis également de créer de nouvelles structures internes ou de relancer des activités à l'arrêt" a encore indiqué le MJS dans

son communiqué, en annonçant aux fédérations que des détails supplémentaires leurs seront transmis en temps opportun. Le ministère a expliqué sa démarche en respect de la loi 13-05, relative à l'organisation des activités physiques et sportives, et en application du décret exécutif 14-330, qui définit la manière de fonctionner des différentes fédérations sportives.

## BASKET/ ALGÉRIE (CORONAVIRUS)

### La majorité des clubs de l'élite pour l'annulation de la saison (FABB)

16 clubs sur les 20 composant la Super-Division messieurs de basket-ball dans ses deux groupes, sont en faveur d'une annulation de la compétition, suspendue depuis mars, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), a appris l'APS mardi auprès de la fédération algérienne de basket-ball (FABB).

"Nous avons demandé aux clubs de l'élite de nous transmettre leur avis sur l'issue de la saison.

16 formations sur les 20 composant la Super-Division ont exprimé leur refus de terminer le championnat, arguant la situation sanitaire actuelle qui ne le per-

met pas", a indiqué à l'APS le patron de l'instance fédérale Rabah Bouarifi.

Les championnats d'Algérie de basket-ball sont interrompus depuis le 13 mars dernier après la décision des pouvoirs publics de suspendre toutes les activités sportives et la fermeture des infrastructures sportives.

"Nous allons attendre l'annonce d'un éventuel déconfinement pour se prononcer définitivement sur cette question, mais je peux affirmer qu'il est pratiquement impossible de boucler le championnat.

Nous avons fait une simulation sur les 15 matchs restants, on terminerait la

compétition en octobre, ce qui est imaginable", a-t-il ajouté.

En cas d'une éventuelle saison blanche, le président de la FABB a écarté l'idée de désigner de vainqueur pour l'actuelle édition, soulignant que le Bureau fédéral va se pencher sur ce sujet.

"En cas de saison blanche, il n'y aura ni accession ni relégation.

Il reste juste à désigner les représentants de l'Algérie en Coupe d'Afrique, arabe, et éventuellement maghrébine.

Pour cela, le bureau fédéral va se réunir pour désigner les clubs participants selon des critères bien précis", a-t-il conclu.

## ALGÉRIE

## Les mesures envisagées pour la reprise sont en voie de finalisation (FAF)

Les mesures envisagées pour la reprise des activités footballistiques sont en voie de finalisation avant leur transmission au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour validation, a indiqué mercredi un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF).

"Suite aux sollicitations de plusieurs médias, la Fédération algérienne de football (FAF) a le regret de ne pouvoir donner, pour le moment, des informations au sujet des mesures envisagées pour la reprise des activités footballistiques qui sont en voie de finalisation avant leur transmission au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour validation", indique la même source.

"Une fois validées par les autorités concernées, ces mesures seront vulgarisées et mises à la portée des acteurs du football ainsi que des médias.", a-t-on ajouté.

Pour rappel, la feuille de route présentée par le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, consiste à poursuivre le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 sur une période de 8 semaines, après



une période de préparation de 5 à 6 semaines, quelle soit la date qu'elle sera arrêtée par les pouvoirs publics.

Il s'ensuivra une phase de repos total d'au moins une semaine aux joueurs puis une

autre active d'un mois qui amorce le début de la période d'enregistrement.

Ce n'est qu'après cette phase que la nouvelle saison débutera à une date à arrêter ultérieurement.

Pour les championnats amateurs (LNFA et LIRF) de la catégorie seniors, ils seront calqués sur les championnats professionnels des Ligues 1 et 2 (éventuellement à une semaine près).

## ENREGISTREMENT SONORE

## La LFP salue la volonté de la justice à combattre la corruption

Le vice-président de la Ligue de football professionnel (LFP), Farouk Belguidoum, a déclaré mardi que sa structure était "confortée" par la "volonté" de la justice algérienne de combattre toute forme de corruption, deux jours après la mise sous mandat de dépôt du directeur général de l'ES Sétif Fahd Halfaia et du manager de joueurs Nassim Saâdaoui, dans une affaire de trucage présumé de matchs.

"La LFP est confortée par la volonté de la justice de combattre toute forme de corruption dans le football.

Pour moi, cet enregistrement sonore est un véritable scandale que nous dénonçons avec force.

Il est temps que les personnes fautives soient jugées et condamnées pour éviter que ce fléau ne prenne de l'ampleur", a affirmé à l'APS Belguidoum, également porte-parole de l'instance dirigeante de la compétition. Halfaia est accusé de corruption en vue d'arranger des matchs de football, alors que Saâdaoui est poursuivi pour corruption en vue d'influencer le résultat d'un match, diffamation, atteinte à la vie privée d'autrui, ainsi qu'en

enregistrement d'appels téléphoniques sans consentement.

Les deux accusés encourrent une peine de 2 à 10 ans d'emprisonnement, selon le procureur de la République.

"Le bureau exécutif de la LFP tiendra jeudi une réunion pour traiter notamment cette affaire d'enregistrement sonore, en attendant le verdict de la commission de discipline qui sera dévoilé en principe dans les prochaines heures.

L'un des points qui seront traités lors de cette réunion est l'éventualité pour la LFP de se constituer partie civile dans cette affaire", a-t-il ajouté. Auditionnés à deux reprises d'abord par la commission de discipline de la LFP, Nassim Saâdaoui et Fahd Halfaia ont défendu leur cause en plaçant leur innocence.

Saâdaoui a affirmé que le sonore en question "n'est pas un faux", contrairement



aux propos du dirigeant sétifien, lequel insistait sur le fait qu'il s'agissait d'un "montage". Lors de sa conférence de presse lundi, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a indiqué que l'expertise de l'enregistrement a montré qu'il s'agit bien des voix des accusés et que ce n'était pas un montage. La comparution des différentes parties liées à cette affaire fait suite à la plainte contre X déposée par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

## BELGIQUE

## Philippe Montanier nouvel entraîneur du Standard de Liège

Le technicien français Philippe Montanier a été nommé entraîneur du Standard de Liège, en remplacement de l'emblématique belge Michel Preud'homme.

"Le Standard de Liège et Philippe Montanier ont trouvé un accord: le coach français vient de s'engager avec les Rouches", annonce sur son site internet le Standard, classé 5e du dernier championnat définitivement arrêté mi-mai en raison de la pandémie de coronavirus.

Il y a quelques jours Michel Preud'homme, ancien gardien des Diables Rouges, avait annoncé qu'il quittait son poste d'entraîneur tout en restant



dans la direction du club et en investissant dans la rénovation du stade de Liège.

Montanier, 55 ans, est lui aussi un ancien gardien de but qui a évolué dans plusieurs clubs français (Caen, Nantes,

Toulouse, Saint-Etienne etc.) avant de devenir entraîneur dans les années 2000.

Meilleur entraîneur de L2 en 2008-2009 avec Boulogne-sur-mer qu'il hisse en L1, Montanier a ensuite entraîné Va-

lenciennes (L1) avant de s'essayer à la Liga, à la Real Sociedad (2011-2013) où il sera sacré meilleur entraîneur d'Espagne lors de sa dernière saison. Montanier est ensuite revenu en France entraîner Rennes (L1), puis a eu une difficile expérience Outre-Manche à Nottingham Forest (D2).

En 2018 il est devenu entraîneur le RC Lens alors en L2, avant d'être remercié en février dernier.

Avec 10 titres de champions, huit coupes de Belgique, mais aussi une finale de Coupe des Coupes en 1982, le Standard est l'un des clubs historiques du pays.

## ALLEMAGNE

## Le Bayer Leverkusen en finale de la Coupe d'Allemagne

Le Bayer Leverkusen, 5e de la Bundesliga, vainqueur sur le score de 3 à 0 face à la modeste Sarrebruck (D4), disputera la finale de la Coupe d'Allemagne, le 4 juillet à Munich, face au Bayern Munich ou l'Eintracht Francfort.

Ce match disputé à huis clos comme tous ceux de Bundesliga depuis la reprise, a été géré sérieusement par le Bayer, bien en jambes, face à des joueurs du FC Sarrebruck à court de forme.

Leur championnat de D4 s'était arrêté en mars, mais ils sont sûrs jouer l'an prochain en D3.

Après dix minutes de résistance intelligente par le Petit Poucet, c'est le jeune Français Moussa Diaby, 20 ans et international Espoirs, qui a ouvert le score pour les favoris, en pivot et sans contrôle, suite à une passe lobée parfaite de Kerem Demirbay (11).

Quelques minutes plus tard, le Bayer a fait le break quand une mésestimation entre Daniel Batz, le très bon gardien de Sarrebruck, et l'un de ses défenseurs, a permis à l'Argentin Lucas Alario de doubler la mise (19).

Puis le jeune Brésilien Paulinho a bien failli aggraver le score, par deux fois (38, 39), juste avant la pause.

Première équipe de 4e division à atteindre une demi-finale de Coupe d'Allemagne, Sarrebruck a encore bien résisté jusqu'à l'heure de jeu, quand le vétéran Karim Bellarabi a fiché le ballon du 3-0 sous la transversale de Batz (58) suite à un centre en retrait de l'inférmal Demirbay. Puis Bellarabi, blessé, est sorti, laissant le Bayer à 10 contre 11.

Le Bayern Munich et l'Eintracht Francfort, les deux derniers vainqueurs de la coupe d'Allemagne, s'affrontent ce mercredi (18h45 GMT) en demi-finale.

## L'international espoir camerounais James Ovidi décède en plein match

Le sociétaire de Tonnerre kalara club de Yaoundé, James Ovidi, a trouvé la mort, ce mardi, des suites d'un malaise cardiaque survenu lors d'une rencontre amicale opposant une sélection de Yaoundé à une sélection de la commune de Mfou.

Le jeune latéral droit (22 ans) s'est écroulé au début de la seconde période suite à un contact anodin avec un joueur adverse, mais ne s'est jamais relevé.

Transporté aux urgences où le personnel soignant a essayé de le réanimer, mais en vain. International Espoirs camerounais depuis 2018, James Ovidi était promis à un avenir radieux.

Le jeune latéral droit a notamment séjourné l'été dernier au sein de la Tanière des Lions Indomptables U23 lors d'un stage préparatoire des protégés de Rogbert Song en vue de la CAN 2019 de la catégorie en Egypte.

Les compétitions sportives sont suspendues au Cameroun depuis le 18 mars dernier en raison de la pandémie du coronavirus.

## Le championnat uruguayen reprend le 15 août

Paralysé depuis le 13 mars, le championnat uruguayen de football va reprendre le 15 août, a annoncé le gouvernement, alors que joueurs et dirigeants espèrent avancer cette date, vu le succès de ce petit pays d'Amérique du Sud dans la lutte anti-coronavirus.

"A partir du 15 août" reprendra "le championnat de football uruguayen", indique un communiqué du Secrétariat national des Sports, organisme directement rattaché à la présidence de la République. Les rencontres se dérouleront à huis clos. Mais certains ne sont pas d'accord avec cette date et souhaitent que la compétition reprenne au plus tôt.

"La décision nous a pris par surprise. Nous ne comprenons pas les arguments qui ont conduit les autorités à fixer la date du 15 août (...) Nous allons demander des explications", a déclaré mardi le président du syndicat des joueurs, Diego Scotti, à la radio 1010 AM. Le président de la Fédération uruguayenne de football (AUF), Ignacio Alonso, est allé dans le même sens.

"Cela est sensé d'attendre dans certaines conditions, mais la situation épidémiologique indique une chute permanente des cas actifs (...), les conditions semblent ne réunies pour rejouer à partir du 1er août", a-t-il estimé. Selon les derniers chiffres officiels qui datent de lundi, cela fait deux jours que l'Uruguay n'a enregistré aucun nouveau cas de Covid-19 et seules 84 personnes contaminées sont encore malades.

Les autorités ont dénombré pour l'heure 23 décès liés au nouveau coronavirus. Après l'apparition de premiers cas le 13 mars, le gouvernement a très vite déclaré l'urgence sanitaire, suspendu les cours et fermé les frontières. Un appel volontaire au confinement a été largement suivi par la population.

Les caractéristiques démographiques du pays, avec une faible densité de population et l'absence de grands centres urbains, à l'exception de Montevideo, sont également un élément favorable.

## ANGLETERRE Foster restera à Watford deux ans de plus

Le gardien international de Watford, Ben Foster, 37 ans, a prolongé son contrat avec le club anglais pour deux années supplémentaires, a annoncé mardi l'équipe de Premier League.

"Le gardien de but Ben Foster a conclu un nouveau contrat de deux ans avec Watford FC. Titulaire de bout en bout cette saison, le joueur a disputé près de 150 matches lors de ses deux séjours chez nous", a résumé Watford sur Twitter.

L'ancien portier de l'équipe d'Angleterre (8 sélections entre 2007 et 2014) restera donc avec Watford, actuellement 17e de Premier League, au moins jusqu'à ses 39 ans. Sa première période avec Watford a duré de 2005 à 2007, alors qu'il était prêté par Manchester United, puis il a gardé les buts de Birmingham City et de West Bromwich Albion. Après trois mois d'inactivité en raison de la suspension du championnat due au coronavirus, Watford reprendra le 20 juin sa quête pour rester dans l'élite du football anglais, en recevant Leicester (3e).

APS

## FOOT FÉMININ Le Brésil retire sa candidature pour le Mondial-2023

Le Brésil renonce à briguer l'organisation de la Coupe du monde de football féminin de 2023 en raison des restrictions budgétaires liées à la pandémie de coronavirus, a annoncé lundi soir la fédération brésilienne de football.

"En raison des mesures économiques prises pour faire face à l'impact de la pandémie de Covid-19, le gouvernement a indiqué qu'il ne serait pas recommandable de signer les garanties requises par la Fifa", a expliqué la Confédération brésilienne de football (CBF) dans un communiqué.

Avec le retrait de la candidature brésilienne, seuls la Colombie, le Japon et le ticket réunissant Australie et Nouvelle-Zélande restent en lice pour organiser le tournoi.

La Fifa doit annoncer sa décision finale le 25 juin.

Le Brésil a déjà organisé la

Coupe du monde masculine à deux reprises, en 1950 et en 2014. Mais l'Amérique du Sud n'a jamais accueilli le Mondial féminin et la CBF considère "qu'une candidature unique (de la Colombie) augmentera ses chances". Lors de la dernière édition, l'an dernier, en France, les Brésiliennes ont été éliminées par les Bleues en huitièmes de finale.

Depuis, la Sele çao est entraînée par la Suédoise Pia Sundhage, double championne olympique à la tête des Etats Unis en 2008 et 2012.

Le Brésil est actuellement un des pays les plus touchés



par la pandémie de Covid-19, avec plus de 37.000 morts. La Banque Mondiale prévoit une

récession de 8% cette année pour la première économie d'Amérique Latine.

## PREMIER LEAGUE/ MANCHESTER CITY Juanma Lillo nouvel adjoint de Guardiola

Manchester City a annoncé mardi que le technicien espagnol Juanma Lillo (54 ans) rejoignait le staff de Pep Guardiola comme adjoint, en remplacement de Mikel Arteta, parti à Arsenal en décembre dernier.

Lillo a fait le plus gros de sa carrière en Liga, devenant en 1995 avec Salamanca le plus jeune entraîneur de l'élite espagnole, à 29 ans.

Il a également dirigé Oviedo, Tenerife ou Saragosse. Dernièrement, il était en poste en Chine, permettant

au Qingdao Huanghai de remporter le championnat de D2 et d'accéder à la Super League (D1).

En Chine, il avait sous ses ordres l'ancien Citizen Yaya Touré, alors qu'à son poste précédent, au Vissel Kobe (Japon), il dirigeait les anciens Barcelonais Andres Iniesta et David Villa.

Lors de la saison 2005-2006, lorsqu'il était sur le banc des Dorados de Sinaloa, au Mexique, il avait même dans

son équipe un certain... Pep Guardiola. "Ma relation avec Pep remonte à de nombreuses années et je suis ravi de le rejoindre", a commenté Lillo, cité dans le communiqué, ajoutant qu'il espérait "apporter une contribution importante aux succès du club à l'avenir". City reprendra le championnat le 17 juin par un match de classement contre Arsenal. La bande à Kevin De Bruyne est 2e du classement, 25 points derrière Liverpool.

## PUBLICITÉ

Codes à Barres Algérie

Sans abonnement annuel

IBN est la source idéale pour obtenir des codes à barres officiels en Algérie

Allez à notre site <https://codesabarresalgerie.com>

Codes à Barres  
ALGERIE



Membre Autorisé du Réseau  
International pour Codes à Barres.  
Tel: 0676 07 74 91  
BP 313 Chéraga - Alger  
Algérie

Vous pouvez publier vos codes à barres, achetés chez nous ou non, sur notre base de données :

<https://barcodesdatabase.org>

**Marco Reus  
pourrait-il  
finalement rejouer  
en 2019-20 ?**

Annoncé forfait pour le reste de la saison, le capitaine du Borussia a participé à un entraînement collectif ce mardi.

Selon un communiqué du club, il continuera de prendre part aux séances collectives cette semaine. Reus n'a plus joué depuis début février après une blessure musculaire.



**ARSENAL  
ACTIVE LA  
PISTE NABIL  
FEKIR**

Arsenal serait intéressé par le champion du 2018 tricolore.

Pour son premier mercato estival la tête d'Arsenal, Mikel Arteta envisagerait plusieurs retouches dans son effectif. A la recherche d'un milieu offensif, le coach espagnol aurait glissé un nom à sa direction comme nous le révèle le quotidien le Daily Star.

Il s'agit de Nabil Fekir (26 ans). Sous contrat avec le Betis Seville, l'international tricolore réalise une première saison correcte en Andalousie. Alors que son nom a récemment circulé du côté du Milan AC, ce dernier se sent bien à Seville. Auteur de sept buts et six passes décisives en 22 rencontres de championnat, il serait estimé à 40 millions d'euros par le club andalou.

**ASENSIO  
L'INCERTITUDE  
DE ZIDANE**

Blessé depuis presque un an aux ligaments croisés, Marco Asensio peut nourrir des espoirs de faire un bon retour à la compétition prochainement, malgré cette longue absence.

À seulement 24 ans, Marco Asensio a déjà connu l'une des pires épreuves dans la carrière d'un footballeur : une blessure aux ligaments croisés. L'ailier espagnol n'est en effet plus apparu sur un terrain depuis le 23 juillet 2019, date à laquelle il s'était gravement blessé au genou lors d'un match contre Arsenal. Mais son retour à l'entraînement récemment peut lui donner des motifs d'espoir, lui qui espère apparaître à nouveau avec les Merengues avant la fin de saison.

Comme l'indique Marca, qui a analysé le retour de plusieurs joueurs qui se sont faits les croisés (dont Diego Costa et Zlatan Ibrahimovic), Asensio a le profil pour bien revenir après cette longue période sans jouer. Le quotidien madrilène s'appuie notamment sur l'âge d'Asensio (24 ans) et son type de jeu, qui favorisent sa récupération. Une bonne nouvelle donc pour Zidane, qui devrait pouvoir compter sur son ailier pour la fin de saison. Mais nul doute qu'avant de le titulariser, le technicien français prendra des précautions et s'assurera de sa bonne santé pour éviter une lourde rechute.



**OM : UN MINOT CHIPÉ  
PAR L'AC MILAN ?**

L'Olympique de Marseille doit vendre cet été. Et, selon les dires de son président Eyraud, trouver au moins 60 millions d'euros. Pour combler les trous créés par les départs, les jeunes du centre de formation seront utilisés. C'est pour cela que les Phocéens ont, depuis plusieurs semaines, entrepris des négociations pour faire passer pro plusieurs pépites. Alors que Kamardin et Richard ont déjà signé, l'OM aimerait s'assurer les services d'Ugo Bertelli, milieu de 16 ans et déjà apparu plusieurs fois dans le groupe pro. Seul problème révélé par la Provence, l'intérêt de l'AC Milan pour ce joueur et une proposition envoyée mardi pour s'attacher ses services. Mais le média rassure, malgré les avances italiennes, un accord avec l'OM serait tout proche. Soulagement.

**Lallana  
prolonge  
le plaisir**

Liverpool a annoncé la prolongation d'Adam Lallana (32 ans) jusqu'au terme effectif de la saison 2019-2020. Sur son site internet, le club liverpuldien a indiqué que le milieu de terrain allait disputer les derniers matchs prévus en Premier League : "Adam Lallana a signé un contrat à courte durée qui lui permettra de terminer la saison 2019/2020 avec le club", a-t-il publié. Depuis l'été dernier, Lallana a participé à 15 rencontres de Premier League et inscrit 1 but.



**KANTÉ DE RETOUR  
À L'ENTRAÎNEMENT  
COLLECTIF**

Le club londonien a annoncé le retour de N'Golo Kanté à l'entraînement collectif ce mardi, après plusieurs semaines d'arrêt liées à un peur du coronavirus.

Bien que les entraînements aient repris depuis le 19 mai en Premier League, N'Golo Kanté avait lui été dispensé par son club. Après avoir contracté des symptômes du Covid-19, le milieu de terrain avait demandé à être exempté d'entraînements, par crainte de contracter le virus. Et après près de trois mois d'absence, Chelsea a annoncé aujourd'hui sur ses réseaux sociaux le retour du Français au sein du groupe. Le club a d'ailleurs indiqué que Kanté semblait en pleine forme lors de l'entraînement de la journée.



## HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

### Réunion sous la présidence de Tebboune

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, mercredi, une réunion du Haut Conseil de sécurité, indique un communiqué de la présidence de la République.



## LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

### Le président Tebboune met en place une cellule d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en place, avec effet immédiat, d'une cellule opérationnelle chargée exclusivement d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques autour de cas confirmés ou hautement suspects de Covid-19, indique mardi un communiqué de la présidence de la République. "Dans le cadre des mesures prises par les pouvoirs publics

pour faire face aux risques de propagation du Covid-19, le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a décidé la mise en place, avec effet immédiat, d'une cellule opérationnelle chargée exclusivement d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques autour de cas confirmés ou hautement suspects de Covid-19", précise la même source. Le président de la République "a décidé de

confier la responsabilité de cette cellule au professeur Mohamed Belhocine, membre du Comité scientifique chargé de suivi de la pandémie Covid-19, qui devra travailler en étroite collaboration avec toutes les autorités concernées, à travers le territoire national, en particulier les structures relevant du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière", ajoute le communiqué.

## ANP

### Le Général-major Saïd Chanegriha en visite à l'École Supérieure de Guerre à Tamentfoust

Le Général-major Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim effectuera jeudi une visite de travail à l'École supérieure de guerre, dans la 1<sup>ère</sup> Région militaire (RM), a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Monsieur le Général-Major Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire par intérim, effectuera, demain jeudi 11 juin 2020, une visite de travail à l'École Supérieure de Guerre/1<sup>ère</sup> Région Militaire", a précisé la même source. Lors de cette visite, le Général-Major présidera la 13<sup>e</sup> session du Conseil d'Orientation de l'École Supérieure de Guerre, a ajouté le communiqué du MDN.

## PÉTROLE

### Arkab : «la reprise de la production pétrolière en Libye n'impactera pas l'accord de l'Opep+»

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkan, président en exercice de la Conférence de l'Opep+ a affirmé que la reprise de la production de pétrole en Libye n'impactera pas l'accord de l'Opep+ portant sur la réduction de la production afin d'assurer la stabilité du marché pétrolier qui a connu un choc sans précédent du fait des retombées de la pandémie du nouveau coronavirus. "Nous sommes au fait des arrangements qu'entreprend la Libye pour une reprise attendue d'ailleurs de la production pétrolière qui n'influera cependant pas sur l'accord de l'Opep+", a indiqué M. Arkan qui était invité mardi dans la soirée par la télévision algérienne. "Les détails seront examinés lors de la prochaine réunion du comité ministé-

riel mixte de suivi de l'accord de l'Opep+", a-t-il fait savoir. A noter qu'il a été décidé, lors des deux dernières rencontres de l'Opep et l'Opep+, de réunir le 18 juin prochain, les membres de ce comité présidé par la Russie et l'Arabie Saoudite, et dans lequel est présente l'Algérie, ainsi que d'autres pays comme le Venezuela, le Sultanat d'Oman, le Koweït et les Emirats arabes unis (Eau). Lors de cette émission télévisée à laquelle a pris part également le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdulaziz Ben Salmane par visioconférence, M. Arkan a exprimé "sa joie pour les frères libyens de reprendre leur production pétrolière", et a fait état d'une coordination avec son homologue libyen, Mustafa Sanalla au

sujet des questions pétrolières et la reprise de la production.

"La Libye est membre de l'Opep et nous poursuivons les concertations avec ce pays", a-t-il soutenu. "Nous ne nous permettons pas de nous immiscer dans la reprise de la production pétrolière par aucun pays et souhaitons plein succès à la Libye", a précisé de son côté le prince saoudien avant de souligner "nous avons tous les moyens de gérer ce cas de figure". La compagnie libyenne de pétrole, National Oil Company (NOC) a annoncé dimanche dernier "la reprise de la production sur le champ pétrolier d'al-Charara (sud) après de longues négociations pour la rouverture de la vanne d'al-Hamada, fermée depuis janvier". "Nous espérons que la

reprise de la production à al-Charara sera un premier pas pour relancer le secteur pétrolier et éviter un effondrement économique dans ces temps difficiles en Libye", a commenté le patron de la NOC, Mustafa Sanalla sur Facebook. "La première phase de production débutera avec 30.000 barils/jour (...), avant de revenir à pleine capacité sous 90 jours, du fait des dommages résultant de la très longue fermeture", a encore précisé M. Sanalla. Depuis la mise en œuvre de l'accord de réduction par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, dont la Russie, réunis au sein de l'Opep+, les cours de pétrole se sont nettement améliorés pour atteindre le seuil de 40 dollars/baril.

La prolongation de la réduction de production au titre de la première phase (mai, juin, juillet) aura un impact positif sur les prix du pétrole. La 11<sup>ème</sup> réunion ministérielle OPEP et non-OPEP, réunissant les pays signataires de la Déclaration de Coopération, tenue samedi en visioconférence, sous la co-présidence de l'Arabie Saoudite et de la Russie, a décidé de reconduire la baisse de la production pétrolière, de 9,6 mbj pour un mois supplémentaire, c'est à dire jusqu'au 31 juillet 2020. Cette baisse sera suivie d'une coupe de 7,7 mb/j devant intervenir du 1<sup>er</sup> août à fin décembre 2020.

Les participants ont convenu aussi de réduire la production de 5,8 mbj du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à fin avril 2022.

## CRISE LIBYENNE

### Le Gouvernement d'Union nationale salue le rôle positif de l'Algérie dans l'accompagnement de la Libye

L'Envoyé personnel du Chef du Gouvernement d'Union nationale libyen au Maghreb, Jumaa al Qamati a salué le rôle positif de l'Algérie dans l'accompagnement de la Libye pour l'édification de ses institutions et l'instauration de la stabilité, se disant favorable à tout effort algérien visant à aider les Libyens à tout effort algérien visant à aider les Libyens à instaurer la paix, la réconciliation et la concorde entre toutes les franges de la société libyenne. Dans un entretien au quotidien "El Khabar" publié mardi, M. Al Qamati a affirmé que "les positions de l'Algérie et tout ce qui est dit sur sa contribution au règlement de la crise en Libye sont des signes positifs", ajoutant que l'Algérie "a toujours exprimé clairement son appui à l'unité du peuple libyen, à l'intégrité territoriale de son pays et à sa souveraineté nationale, de même que son rejet de l'ingérence étrangère et des guerres". Le Gouvernement d'Union nationale salue le rôle de l'Algérie "dans l'accompagnement de la Libye pour l'édification de ses institutions et l'instauration de la stabilité, en sa qualité de pays voisin, puisant sur la scène monde arabe et en Afrique du nord", a souligné le responsable libyen, ajoutant que "nous aspirons toujours à ce que l'Algérie demeure un pays influent". Il s'est dit favorable à tout effort de l'Algérie visant à instaurer la paix et la concorde sociale dans le pays », et ce « à l'effet de concrétiser un

projet de réconciliation forte en Libye entre toutes les franges de la société libyenne". La Libye aspire à une plus grande coopération, a-t-il poursuivi, d'autant que "l'Algérie peut contribuer à la reconstruction des institutions libyennes importantes, comme les institutions militaires et de sécurité entre autres, outre une coopération plus importante dans divers domaines". M. Al Qamati est revenu sur les derniers développements enregistrés en Libye et les opérations menées par les forces du Gouvernement d'Union nationale dans la ville de Syrte (est de la Libye), mais aussi à l'ouest de la Libye, soulignant que "l'opération militaire menée par le général à la retraite Khalifa Haftar est en voie de prendre fin définitivement". "Certains pays qui soutiennent Haftar sont en passe de revoir leurs stratégies et leur soutien, après l'échec cuisant des dernières aventures du Général Haftar dans sa tentative d'invasion de Tripoli, il y a 14 mois", a-t-il indiqué.

Au sujet de la réconciliation nationale interlibyenne, M. Al Qamati a insisté sur l'impératif "de mener un dialogue national interlibyen et nous souhaitons que cela se produise en imposant la souveraineté du Gouvernement d'Union nationale sur tout le territoire national libyen".

"Cependant, il ne faudrait qu'il y ait de

place pour Haftar dans n'importe quel dialogue, car il ne croit ni au dialogue, ni au partenariat politique et encore moins au processus politique", a-t-il souligné. "Le Gouvernement d'union nationale et les autres forces politiques en place dans l'ouest de la Libye aspirent à ouvrir des canaux et passerelles de contact avec les forces sociopolitiques et civiles" dans l'est de la Libye, a encore ajouté Al Qamati.

Concernant le sud libyen, l'Envoyé personnel a expliqué que "l'élite politique, la société civile et les dirigeants sociaux et tribaux sont tous des partenaires dans les prochains dialogues inclusifs et tout accord lié à la phase finale du mode de gouvernance politique en Libye", se disant convaincu que tout cela débitera "une fois que les hostilités auront cessé dans ce pays".

Interrogé sur la feuille de route du Gouvernement d'union nationale pour le règlement politique en Libye, M. Al Qamati a estimé que "le règlement doit être entre toutes les parties, non seulement politiques, car il existe des parties ethniques, tribales et régionales, et d'autres représentants des courants politiques et intellectuels qui doivent également prendre part au processus pacifique après la fin de la guerre". Le Gouvernement d'union nationale est "une partie de ces composantes politiques,

aux côtés de la Chambre des représentants et du Haut conseil de l'Etat", ce sont-là les entités politiques issues de l'accord politique de 2015, a-t-il rappelé. A toutes ces composantes s'ajoutent les différentes parties au niveau des différentes régions du pays, outre les institutions de la société civile et les autres catégories, dont "les femmes, les jeunes et les partisans de l'ancien régime de Mouâmar El-Gueddafi", a ajouté l'envoyé personnel, soulignant que ces derniers "croient maintenant en la participation à l'édification d'un Etat civil constitutionnel ayant pour socle le respect de la loi et des urnes".

Et d'ajouter "il sera question d'un bond qualitatif, fruit de la révolte de février 2011". "L'accord politique interlibyen demeurera le cadre politique auquel nous nous référons mais il est possible d'y introduire quelques modifications car une bonne partie de ses dispositions n'a pas été mise en œuvre", a mis en avant M. Al Qamati.

Pour ce qui est de la Constitution libyenne et du projet politique dans ce sens, M. Al Qamati a rappelé l'élection, en 2014, d'une Assemblée constituante chargée de la rédaction du projet de la nouvelle Constitution de 2017, ajoutant que cette mouture est en attente d'être soumise à un référendum populaire.